

Canada Gazette

Part I



Gazette du Canada

Partie I

OTTAWA, SATURDAY, SEPTEMBER 28, 2019

OTTAWA, LE SAMEDI 28 SEPTEMBRE 2019

Notice to Readers

The *Canada Gazette* is published under the authority of the *Statutory Instruments Act*. It consists of three parts as described below:

- Part I Material required by federal statute or regulation to be published in the *Canada Gazette* other than items identified for Part II and Part III below — Published every Saturday
- Part II Statutory instruments (regulations) and other classes of statutory instruments and documents — Published January 9, 2019, and at least every second Wednesday thereafter
- Part III Public Acts of Parliament and their enactment proclamations — Published as soon as is reasonably practicable after royal assent

The two electronic versions of the *Canada Gazette* are available free of charge. A Portable Document Format (PDF) version of Part I, Part II and Part III as an official version since April 1, 2003, and a HyperText Mark-up Language (HTML) version of Part I and Part II as an alternate format are available on the [Canada Gazette website](#). The HTML version of the enacted laws published in Part III is available on the [Parliament of Canada website](#).

Requests for insertion should be directed to the Canada Gazette Directorate, Public Services and Procurement Canada, 350 Albert Street, 5th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0S5, 613-996-2495 (telephone), 613-991-3540 (fax).

Bilingual texts received as late as six working days before the requested Saturday's date of publication will, if time and other resources permit, be scheduled for publication that date.

For information regarding reproduction rights, please contact Public Services and Procurement Canada by email at TPSGC.QuestionsLO-OLQueries.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Avis au lecteur

La *Gazette du Canada* est publiée conformément aux dispositions de la *Loi sur les textes réglementaires*. Elle est composée des trois parties suivantes :

- Partie I Textes devant être publiés dans la *Gazette du Canada* conformément aux exigences d'une loi fédérale ou d'un règlement fédéral et qui ne satisfont pas aux critères de la Partie II et de la Partie III — Publiée le samedi
- Partie II Textes réglementaires (règlements) et autres catégories de textes réglementaires et de documents — Publiée le 9 janvier 2019 et au moins tous les deux mercredis par la suite
- Partie III Lois d'intérêt public du Parlement et les proclamations énonçant leur entrée en vigueur — Publiée aussitôt que possible après la sanction royale

Les deux versions électroniques de la *Gazette du Canada* sont offertes gratuitement. Le format de document portable (PDF) de la Partie I, de la Partie II et de la Partie III à titre de version officielle depuis le 1^{er} avril 2003 et le format en langage hypertexte (HTML) de la Partie I et de la Partie II comme média substitut sont disponibles sur le [site Web de la Gazette du Canada](#). La version HTML des lois sanctionnées publiées dans la Partie III est disponible sur le [site Web du Parlement du Canada](#).

Les demandes d'insertion doivent être envoyées à la Direction de la Gazette du Canada, Services publics et Approvisionnement Canada, 350, rue Albert, 5^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0S5, 613-996-2495 (téléphone), 613-991-3540 (télécopieur).

Un texte bilingue reçu au plus tard six jours ouvrables avant la date de parution demandée paraîtra, le temps et autres ressources le permettant, le samedi visé.

Pour obtenir des renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec Services publics et Approvisionnement Canada par courriel à l'adresse TPSGC.QuestionsLO-OLQueries.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

TABLE OF CONTENTS

Government notices	4059
Appointments	4078
Parliament	
Office of the Chief Electoral Officer	4085
Commissions	4086
(agencies, boards and commissions)	
Miscellaneous notices	4093
(banks; mortgage, loan, investment, insurance and railway companies; other private sector agents)	
Index	4094

TABLE DES MATIÈRES

Avis du gouvernement	4059
Nominations	4078
Parlement	
Bureau du directeur général des élections ...	4085
Commissions	4086
(organismes, conseils et commissions)	
Avis divers	4093
(banques; sociétés de prêts, de fiducie et d'investissements; compagnies d'assurances et de chemins de fer; autres agents du secteur privé)	
Index	4095

GOVERNMENT NOTICES**DEPARTMENT OF HEALTH****HAZARDOUS MATERIALS INFORMATION REVIEW ACT**

Decisions, undertakings and orders on claims for exemption

Pursuant to paragraph 18(1)(a) of the *Hazardous Materials Information Review Act*, the Chief Screening Officer hereby gives notice of the decisions of the screening officer respecting each claim for exemption and the relevant safety data sheet (SDS) and (where applicable) the label listed below.

In accordance with section 20 of the *Hazardous Materials Information Review Act*, a claimant or any affected party, as defined, may appeal a decision or order of a screening officer. An affected party may also appeal an undertaking in respect of which a notice has been published in the *Canada Gazette*. To initiate the appeal process, a Statement of Appeal (Form 1) as prescribed by the *Hazardous Materials Information Review Act Appeal Board Procedures Regulations* must be completed and delivered, along with the fee prescribed by section 12 of the *Hazardous Materials Information Review Regulations*, within 45 days of the publication of this notice in the *Canada Gazette*, Part I, to the Chief Appeals Officer at the following address: Workplace Hazardous Materials Bureau, 269 Laurier Avenue West, 8th Floor, 4908B, Ottawa, Ontario K1A 0K9.

Véronique Lalonde

Chief Screening Officer

On February 11, 2015, the *Hazardous Products Act* (HPA) was amended, and the *Controlled Products Regulations* (CPR) and the Ingredient Disclosure List were repealed and replaced with the new *Hazardous Products Regulations* (HPR). The revised legislation (HPA/HPR) is referred to as WHMIS 2015.

All claims for exemption in this publication were filed and evaluated in accordance with the provisions of WHMIS 2015.

A Notice of Filing was published in Part I of the *Canada Gazette* and there were no written representations from affected parties with respect to any of the claims for exemption and related SDSs or labels mentioned below.

AVIS DU GOUVERNEMENT**MINISTÈRE DE LA SANTÉ****LOI SUR LE CONTRÔLE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MATIÈRES DANGEREUSES**

Décisions, engagements et ordres rendus relativement aux demandes de dérogation

En vertu de l'alinéa 18(1)a) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, l'agente de contrôle en chef donne, par les présentes, avis des décisions rendues par l'agente de contrôle au sujet de chaque demande de dérogation, de la fiche de données de sécurité (FDS) et de l'étiquette, le cas échéant, énumérées ci-dessous.

Conformément à l'article 20 de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, un demandeur ou une partie touchée, telle qu'elle est définie, peut appeler d'une décision rendue ou d'un ordre donné par un agent de contrôle. Une partie touchée peut également appeler d'un engagement à l'égard duquel un avis a été publié dans la *Gazette du Canada*. Pour ce faire, il faut remplir une Déclaration d'appel (formule 1) prescrite par le *Règlement sur les procédures des commissions d'appel constituées en vertu de la Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux marchandises dangereuses* et la livrer, ainsi que les droits exigés par l'article 12 du *Règlement sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, dans les 45 jours suivant la date de publication du présent avis dans la Partie I de la *Gazette du Canada*, à l'Agent d'appel en chef, à l'adresse suivante : Bureau des matières dangereuses utilisées au travail, 269, avenue Laurier Ouest, 8^e étage, 4908B, Ottawa (Ontario) K1A 0K9.

L'agente de contrôle en chef

Véronique Lalonde

Le 11 février 2015, la *Loi sur les produits dangereux* (LPD) a été modifiée, et le *Règlement sur les produits contrôlés* (RPC) et la Liste de divulgation des ingrédients ont été abrogés et remplacés par le *Règlement sur les produits dangereux* (RPD). La loi révisée (LPD/RPD) est appelée SIMDUT 2015.

Toutes les demandes de dérogation dans cette publication ont été déposées et évaluées conformément aux dispositions du SIMDUT 2015.

Un avis de dépôt a été publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* et les parties touchées n'ont présenté aucune observation à l'égard des demandes de dérogation énumérées ci-dessous, ni des FDS et des étiquettes s'y rapportant.

Each of the claims for exemption listed in the table below was found to be valid except for that for Registry Number (RN) 9471, which was found to be partially valid. The screening officer reached this decision after reviewing the information in support of the claim, having regard exclusively to the criteria found in section 3 of the *Hazardous Materials Information Review Regulations*.

Chacune des demandes de dérogation présentées dans le tableau ci-dessous a été jugée fondée, à l'exception de celle pour le numéro d'enregistrement (NE) 9471, qui a été jugée partiellement valide. L'agente de contrôle a rendu cette décision après avoir étudié l'information présentée à l'appui de la demande, eu égard exclusivement aux critères figurant à l'article 3 du *Règlement sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*.

RN/ NE	Claimant/ Demandeur	Product Identifier/ Identificateur du produit	Date of Decision/ Date de la décision
9471	Exaltexx Inc.	Exalt-AMA-100	2019-02-15
9600	BYK USA Inc.	BYK-W 966	2019-05-03
9710	Multi-Chem Production Chemicals Co.	MC MX 1-1190	2019-06-13
9727	Multi-Chem Production Chemicals Co.	MC MX 924-5	2019-06-13
9824	Nalco Canada ULC	Torq Free™ HD	2019-05-30
9845	Nalco Canada ULC	3D TRASAR 3DT408	2019-06-04
9962	BYK USA Inc.	ANTI-TERRA-U 100	2019-05-03
10033	Innospec Fuel Specialties LLC	OGI-6140	2019-06-05
10035	Innospec Fuel Specialties LLC	OGI-4710	2019-07-26
10858	Nalco Canada ULC	AIM1010	2019-06-11
11130	Canadian Energy Services	Stimwrx-Poly-Cl-A	2019-06-10
11266	BYK USA Inc.	ANTI-TERRA U	2019-05-03
11267	BYK USA Inc.	BYK-W 920	2019-05-03
11795	Suez Water Technologies & Solutions Canada	PETROFLO 20Y3108	2019-07-08
12100	Halliburton Group Canada	HpH Breaker	2019-06-21
12148	Nalco Canada ULC	3D TRASAR™ 3DT337	2019-07-18

The claimant name on which the screening officer issued a decision for the following claim is different from the claimant name that was published in the Notice of Filing.

Le nom du demandeur sur lequel l'agente de contrôle a rendu une décision pour la demande suivante est différent du nom du demandeur qui a été publié dans l'avis de dépôt.

RN/ NE	Notice of Filing Publication Date/ Date de publication de l'avis de dépôt	Original Claimant Name/ Nom original du demandeur	New Claimant Name/ Nouveau nom du demandeur
11795	2017-11-11	GE Water & Process Technologies Canada	Suez Water Technologies & Solutions Canada

The subject of the claim on which the screening officer issued a decision for the following claims is different from the subject of the claim that was published in the Notice of Filing.

L'objet de la demande de dérogation sur laquelle l'agente de contrôle a rendu une décision pour les demandes suivantes est différent de l'objet de la demande qui a été publié dans l'avis de dépôt.

RN/ NE	Notice of Filing Publication Date/ Date de publication de l'avis de dépôt	Original Subject of the Claim/ Objet original de la demande	Revised Subject of the Claim/ Objet révisé de la demande
9845	2016-03-26	C.i. and C. of one ingredient C. of one ingredient / l.c. et C. d'un ingrédient C. d'un ingrédient	C.i. of one ingredient / l.c. d'un ingrédient

RN/ NE	Notice of Filing Publication Date/ Date de publication de l'avis de dépôt	Original Subject of the Claim/ Objet original de la demande	Revised Subject of the Claim/ Objet révisé de la demande
10858	2017-01-28	C.i. and C. of three ingredients C. of two ingredients / l.c. et C. de trois ingrédients C. de deux ingrédients	C.i. of three ingredients / l.c. de trois ingrédients

Note: C.i. = chemical identity and c. = concentration

Nota : l.c. = identité chimique et c. = concentration

In all cases where the SDS or the label was determined not to be in compliance with the relevant legislation, pursuant to subsection 16.1(1) of the *Hazardous Materials Information Review Act*, the claimant was given 30 days to provide the screening officer with a signed undertaking accompanied by the SDS or the label amended as necessary.

Non-compliances that fall outside the scope of what is required to be published in the *Canada Gazette* are referred to as “administrative non-compliances.”

Please refer to [Health Canada's List of Active Claims for Exemption](#) for a description of “administrative non-compliances” and their associated corrective measures.

CLAIMS FOR WHICH THE SCREENING OFFICER WAS SATISFIED THAT THE CLAIMANT HAD TAKEN THE MEASURES SET OUT IN THE UNDERTAKING

Pursuant to paragraph 18(1)(b) of the *Hazardous Materials Information Review Act*, the Chief Screening Officer hereby gives notice of information that has been disclosed on the relevant SDS or label in compliance with an undertaking and the date on which the notice referred to in subsection 16.1(3) of the Act was issued.

RN: 9600

Date of compliance undertaking: 2019-07-12

The claimant had been advised to correct administrative non-compliances in the SDS (or label) and had been further advised to amend the SDS (or label) as indicated below.

1. Disclose the Canadian initial supplier identifier.
2. Disclose the appropriate restrictions on use.
3. Disclose the appropriate first aid measures.
4. Correct the disclosure of misleading information regarding the most important symptoms and effects, whether acute or delayed.

Dans tous les cas où la FDS ou l'étiquette a été jugée non conforme à la législation applicable, en vertu du paragraphe 16.1(1) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, un délai de 30 jours a été accordé au demandeur pour renvoyer à l'agente de contrôle l'engagement signé, accompagné de la FDS ou de l'étiquette modifiée selon les exigences.

Les non-conformités qui ne relèvent pas des exigences stipulées à être publiées dans la *Gazette du Canada* s'appellent les « non-conformités administratives ».

Veillez vous référer à la [Liste des demandes de dérogation actives de Santé Canada](#) pour une description de ces « non-conformités administratives » et les mesures correctives associées.

DEMANDES POUR LESQUELLES L'AGENTE DE CONTRÔLE ÉTAIT CONVAINCUE QUE LE DEMANDEUR AVAIT RESPECTÉ L'ENGAGEMENT

En vertu de l'alinéa 18(1)(b) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, l'agente de contrôle en chef donne, par les présentes, avis de renseignements qui ont été divulgués sur la FDS ou l'étiquette pertinente en exécution d'un engagement et de la date à laquelle l'avis prévu au paragraphe 16.1(3) de la Loi a été envoyé.

NE : 9600

Date de l'engagement de conformité : 2019-07-12

Le demandeur avait reçu avis de corriger les non-conformités administratives de la FDS (ou de l'étiquette) et avait aussi reçu avis de modifier la FDS (ou l'étiquette) de la façon suivante.

1. Divulguer l'identificateur du fournisseur canadien initial.
2. Divulguer les restrictions d'utilisation appropriées.
3. Divulguer les premiers soins appropriés.
4. Corriger la divulgation d'informations trompeuses concernant les symptômes et les effets les plus importants, qu'ils soient aigus ou retardés.

5. Disclose the product's boiling range.
6. Disclose that the ingredient "naphtha (petroleum), heavy alkylate" has been shown to be an aspiration hazard.
7. Correct the disclosure of misleading information regarding skin corrosion/skin irritation.
8. Correct the disclosure of misleading information regarding serious eye damage/eye irritation.

RN: 9824**Date of compliance undertaking: 2019-07-11**

The claimant had been advised to correct administrative non-compliances in the SDS (or label) and had been further advised to amend the SDS (or label) as indicated below.

1. Disclose the information elements concerning the additional hazard and precautionary statements.
2. Remove CANUTEC's emergency telephone number.
3. Disclose the additional hazard classification of "Eye Irritation — Category 2" and remove the health hazard classification of "Eye Irritation — Category 2B".
4. Disclose the applicable common names and synonyms for the ingredients "isopropanol" and "diesel fuel No. 2".
5. Disclose, in Section 3, which ingredients are part of a complex mixture and to which complex mixture they belong.
6. Disclose the product's melting point and freezing point.
7. Disclose the product's reactivity.
8. Disclose a sufficient description of the delayed and immediate effects, and chronic effects from short-term and long-term exposure.
9. Correct the precautionary statements to select the appropriate phrases when a slash is present.

RN: 9845**Date of compliance undertaking: 2019-07-11**

The claimant had been advised to correct administrative non-compliances in the SDS (or label) and had been

5. Divulguer le domaine d'ébullition du produit.
6. Divulguer qu'il a été établi que l'ingrédient « naphtha de pétrole (fraction des alkyles lourds) » est un danger d'aspiration.
7. Corriger la divulgation d'informations trompeuses concernant la corrosion cutanée/irritation cutanée.
8. Corriger la divulgation d'informations trompeuses concernant les lésions oculaires graves/irritation oculaire.

NE : 9824**Date de l'engagement de conformité : 2019-07-11**

Le demandeur avait reçu avis de corriger les non-conformités administratives de la FDS (ou de l'étiquette) et avait aussi reçu avis de modifier la FDS (ou l'étiquette) de la façon suivante.

1. Divulguer les éléments d'information concernant les mentions de danger et les conseils de prudence supplémentaires.
2. Enlever le numéro de téléphone d'urgence de CANUTEC.
3. Divulguer la classification de danger supplémentaire « Irritation oculaire — catégorie 2 » et enlever la classification de danger « Irritation oculaire — catégorie 2B ».
4. Divulguer les noms communs et les synonymes applicables des ingrédients « alcool isopropylique » et « carburant diesel n° 2 ».
5. Divulguer à la section 3 quels ingrédients font partie d'un mélange complexe et à quel mélange complexe ils appartiennent.
6. Divulguer le point de fusion et le point de congélation du produit.
7. Divulguer la réactivité du produit.
8. Divulguer une description suffisante des effets différés et immédiats ainsi que des effets chroniques causés par une exposition à court et à long terme.
9. Corriger les conseils de prudence afin de sélectionner les phrases appropriées lorsque la barre oblique est présente.

NE : 9845**Date de l'engagement de conformité : 2019-07-11**

Le demandeur avait reçu avis de corriger les non-conformités administratives de la FDS (ou de l'étiquette)

further advised to amend the SDS (or label) as indicated below.

1. Remove CANUTEC's emergency telephone number.
2. Disclose the information elements concerning the additional hazard and precautionary statements.
3. Disclose the applicable common names and synonyms for the ingredient "benzotriazol".
4. Disclose the applicable information for "the most important symptoms and effects, whether acute or delayed" under Section 4, "First aid measures".
5. Disclose statements conveying the relevant precautionary information in Section 4 of the SDS.
6. Disclose statements conveying the relevant precautionary information in Section 7 of the SDS.
7. Disclose an adequate product odour.
8. Disclose the product's reactivity.
9. Disclose a sufficient description of the delayed and immediate effects, and chronic effects from short-term and long-term exposure.
10. Disclose the calculated product inhalation ATE value of 97.8 mg/L (22.4% unknown).
11. Disclose the likely routes of exposure in Section 11, "Toxicological Information".
12. Correct the precautionary statements to select the appropriate phrases when a slash is present.

RN: 9962**Date of compliance undertaking: 2019-07-12**

The claimant had been advised to correct administrative non-compliances in the SDS (or label) and had been further advised to amend the SDS (or label) as indicated below.

1. Disclose the Canadian initial supplier identifier.
2. Disclose the appropriate first aid measures.
3. Correct the disclosure of misleading information regarding the most important symptoms and effects, whether acute or delayed.
4. Disclose the product's pH.

et avait aussi reçu avis de modifier la FDS (ou l'étiquette) de la façon suivante.

1. Enlever le numéro de téléphone d'urgence de CANUTEC.
2. Divulguer les éléments d'information concernant les mentions de danger et les conseils de prudence supplémentaires.
3. Divulguer les noms communs et les synonymes applicables pour l'ingrédient « benzotriazole ».
4. Divulguer les informations applicables pour « les symptômes et les effets les plus importants, qu'ils soient aigus ou retardés » à la section 4, « Premiers soins ».
5. Divulguer les énoncés qui transmettent les informations de prudence pertinentes à la section 4 de la FDS.
6. Divulguer les énoncés qui transmettent les informations de prudence pertinentes à la section 7 de la FDS.
7. Divulguer une odeur adéquate pour le produit.
8. Divulguer la réactivité du produit.
9. Divulguer une description suffisante des effets différés et immédiats ainsi que des effets chroniques causés par une exposition à court et à long terme.
10. Divulguer la valeur ETA par inhalation calculée de 97,8 mg/L (22,4 % inconnu) du produit.
11. Divulguer les voies d'exposition probables à la section 11, « Informations toxicologiques ».
12. Corriger les conseils de prudence afin de sélectionner les phrases appropriées lorsque la barre oblique est présente.

NE : 9962**Date de l'engagement de conformité : 2019-07-12**

Le demandeur avait reçu avis de corriger les non-conformités administratives de la FDS (ou de l'étiquette) et avait aussi reçu avis de modifier la FDS (ou l'étiquette) de la façon suivante.

1. Divulguer l'identificateur du fournisseur canadien initial.
2. Divulguer des mesures de premiers soins appropriées.
3. Corriger la divulgation d'informations trompeuses concernant les symptômes et les effets les plus importants, qu'ils soient aigus ou retardés.
4. Divulguer le pH du produit.

5. Disclose the product's boiling range.
6. Disclose a sufficient description of the delayed and immediate effects, and chronic effects from short-term and long-term exposure.

RN: 10033**Date of compliance undertaking: 2019-07-19**

The claimant had been advised to correct administrative non-compliances in the SDS (or label) and had been further advised to amend the SDS (or label) as indicated below.

1. Disclose the additional hazard classifications of "Skin Sensitizer – Category 1A", "Carcinogenicity – Category 1" and "Serious Eye Damage – Category 1" and remove the hazard classification of "Eye Irritation – Category 2A".
2. Disclose the information elements concerning the additional hazard and precautionary statements.
3. Disclose the symbols and/or the name of symbols for "Health Hazard" and "Corrosion" on the SDS.
4. Disclose the signal word "Danger".
5. Correct the disclosure of misleading information regarding first aid measures.
6. Correct the disclosure of misleading information regarding personal protective equipment in section 6, "Accidental release measures".
7. Correct the disclosure of misleading information regarding precautions for safe handling.
8. Correct the disclosure of misleading information regarding appropriate engineering controls.
9. Disclose the ACGIH TLV–TWA of 0.1 ppm and ACGIH–STEL of 0.3 ppm exposure limits for the ingredient "formaldehyde".
10. Disclose an adequate product odour.
11. Disclose the product's boiling range.
12. Disclose a sufficient description of the delayed and immediate effects, and chronic effects from short-term and long-term exposure.
13. Disclose the calculated product oral ATE value of 18 750 mg/kg (40% unknown).

5. Divulguer le domaine d'ébullition du produit.
6. Divulguer une description suffisante des effets différés et immédiats ainsi que des effets chroniques causés par une exposition à court et à long terme.

NE : 10033**Date de l'engagement de conformité : 2019-07-19**

Le demandeur avait reçu avis de corriger les non-conformités administratives de la FDS (ou de l'étiquette) et avait aussi reçu avis de modifier la FDS (ou l'étiquette) de la façon suivante.

1. Divulguer les classifications de danger supplémentaires « Sensibilisant cutané – catégorie 1A », « Cancérogénicité – catégorie 1 » et « Lésions oculaires graves – catégorie 1 », et enlever la classification de danger « Irritation oculaire – catégorie 2A ».
2. Divulguer les éléments d'information concernant les mentions de danger et les conseils de prudence supplémentaires.
3. Divulguer les symboles et/ou les noms des symboles « Danger pour la santé » et « Corrosion » sur la FDS.
4. Divulguer la mention d'avertissement « Danger ».
5. Corriger la divulgation d'informations trompeuses concernant les premiers soins.
6. Corriger la divulgation d'informations trompeuses concernant l'équipement de protection individuelle dans la section 6, « Mesures à prendre en cas de déversement accidentel ».
7. Corriger la divulgation d'informations trompeuses concernant les précautions relatives à la sûreté en matière de manutention.
8. Corriger la divulgation d'informations trompeuses concernant les contrôles d'ingénierie appropriés.
9. Divulguer une limite d'exposition ACGIH TLV–TWA de 0,1 ppm et ACGIH–STEL de 0,3 ppm pour l'ingrédient « formaldéhyde ».
10. Divulguer une odeur adéquate pour le produit.
11. Divulguer le domaine d'ébullition du produit.
12. Divulguer une description suffisante des effets différés et immédiats ainsi que des effets chroniques causés par une exposition à court et à long terme.
13. Divulguer la valeur ETA par voie orale calculée de 18 750 mg/kg (40 % inconnu) du produit.

14. Clarify if the ingredient “phosphorous acid” is part of the product composition and disclose all relevant information about this ingredient in section 3 of the SDS.

15. Clarify if the ingredient “phosphorous acid” is part of the product composition and correct the disclosure of misleading information regarding the LD₅₀ (rat, oral) value for the confidential ingredient “phosphonic acid”.

16. Disclose the likely routes of exposure in section 11, “Toxicological Information”.

17. Disclose the symptoms related to the physical, chemical and toxicological characteristics.

18. Remove the reference to HMIRC on the SDS.

RN: 10035

Date of compliance undertaking: 2019-08-22

The claimant had been advised to correct administrative non-compliances in the SDS (or label) and had been further advised to amend the SDS (or label) as indicated below.

1. Disclose the additional information elements in the applicable SDS sections.

2. Disclose the Canadian initial supplier identifier.

3. Disclose the likely routes of exposure in section 11, “Toxicological Information”.

4. Disclose the symptoms related to the physical, chemical and toxicological characteristics.

RN: 10858

Date of compliance undertaking: 2019-07-25

The claimant had been advised to correct administrative non-compliances in the SDS (or label) and had been further advised to amend the SDS (or label) as indicated below.

1. Disclose the additional hazard classifications of “Skin Corrosion – Category 1”, “Acute Toxicity (Inhalation) – Category 3” and “Acute Toxicity (Oral) – Category 4” and remove the hazard classification of “Skin Corrosion – Category 1B”.

2. Disclose the symbol and/or name of the symbol for “Skull and Crossbones” on the SDS.

3. Disclose the percent of unknown toxicity of “9.3%” and “55%” for the calculated product oral and inhalation ATE values, respectively.

14. Préciser si l'ingrédient « acide phosphoreux » fait partie de la composition du produit et divulguer toutes les informations pertinentes sur cet ingrédient dans la section 3 de la FDS.

15. Préciser si l'ingrédient « acide phosphoreux » fait partie de la composition du produit et corriger la divulgation d'informations trompeuses concernant la valeur DL₅₀ (rat, voie orale) de l'ingrédient confidentiel « acide phosphonique ».

16. Divulguer les voies d'exposition probables à la section 11, « Informations toxicologiques ».

17. Divulguer les symptômes liés aux caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques.

18. Enlever la référence à CCRMD sur la FDS.

NE : 10035

Date de l'engagement de conformité : 2019-08-22

Le demandeur avait reçu avis de corriger les non-conformités administratives de la FDS (ou de l'étiquette) et avait aussi reçu avis de modifier la FDS (ou l'étiquette) de la façon suivante.

1. Divulguer les éléments d'information supplémentaires dans les sections applicables de la FDS.

2. Divulguer l'identificateur du fournisseur canadien initial.

3. Divulguer les voies d'exposition probables à la section 11, « Informations toxicologiques ».

4. Divulguer les symptômes liés aux caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques.

NE : 10858

Date de l'engagement de conformité : 2019-07-25

Le demandeur avait reçu avis de corriger les non-conformités administratives de la FDS (ou de l'étiquette) et avait aussi reçu avis de modifier la FDS (ou l'étiquette) de la façon suivante.

1. Divulguer les classifications de danger supplémentaires « Corrosion cutanée – catégorie 1 », « Toxicité aiguë – par inhalation – catégorie 3 » et « Toxicité aiguë – voie orale – catégorie 4 » et enlever la classification de danger « Corrosion cutanée – catégorie 1B ».

2. Divulguer le symbole et/ou le nom du symbole « Tête de mort sur deux tibias » sur la FDS.

3. Divulguer le pourcentage de toxicité inconnue de « 9,3 % » et de « 55 % » pour les valeurs d'ETA par voie orale et par inhalation calculées du produit, respectivement.

4. Disclose the information elements concerning the additional hazard and precautionary statements.

5. Disclose the applicable information for “the most important symptoms and effects, whether acute or delayed” under section 4, “First aid measures”.

6. Disclose statements conveying the relevant precautionary information in section 4 of the SDS.

7. Disclose information on the precautions for firefighters.

8. Disclose statements conveying the relevant precautionary information in section 7 of the SDS.

9. Disclose the product’s boiling range.

10. Disclose the product’s reactivity.

11. Disclose “aluminum, hydrogen peroxide (oxidizer), 4-hydroxy-3-methoxybenzaldehyde, thallium 3 nitrate, nitric acid (acids), urea, nitromethane, palladium, phosphorous pentoxide, and sodium hypochlorite (oxidizer)” as incompatible materials.

12. Disclose a sufficient description of the delayed and immediate effects, and chronic effects from short-term and long-term exposure.

13. Disclose the calculated product oral ATE value of 1 692 mg/kg (9.3% unknown) and calculated inhalation (vapour) ATE value 9.8 mg/L (55% unknown).

14. Disclose the likely routes of exposure in section 11, “Toxicological Information”.

15. Correct the precautionary statements to select the appropriate phrases when a slash is present.

RN: 11130

Date of compliance undertaking: 2019-07-12

The claimant had been advised to correct administrative non-compliances in the SDS (or label) and had been further advised to amend the SDS (or label) as indicated below.

1. Remove CANUTEC’s emergency telephone number.

2. Disclose the Canadian initial supplier identifier.

3. Disclose the additional hazard classification of “Specific Target Organ Toxicity — Repeated Exposure — Category 1”.

4. Divulguer les éléments d’information concernant les mentions de danger et les conseils de prudence supplémentaires.

5. Divulguer les informations applicables pour « les symptômes et les effets les plus importants, qu’ils soient aigus ou différés » à la section 4, « Premiers soins ».

6. Divulguer les énoncés qui transmettent les informations de prudence pertinentes à la section 4 de la FDS.

7. Divulguer des renseignements sur les précautions pour les pompiers.

8. Divulguer les énoncés qui transmettent les informations de prudence pertinentes à la section 7 de la FDS.

9. Divulguer le domaine d’ébullition du produit.

10. Divulguer la réactivité du produit.

11. Divulguer « aluminium, peroxyde d’hydrogène (oxydant), 4-hydroxy-3-méthoxybenzaldehyde, nitrate de thallium 3, acide nitrique (acides), urée, nitrométhane, palladium, pentoxyde de phosphore et hypochlorite de sodium (oxydant) » comme des matériaux incompatibles.

12. Divulguer une description suffisante des effets différés et immédiats ainsi que des effets chroniques causés par une exposition à court et à long terme.

13. Divulguer la valeur ETA par voie orale calculée de 1 692 mg/kg (9,3 % inconnu) et la valeur ETA par inhalation (vapeur) calculée de 9,8 mg/L (55 % inconnu) du produit.

14. Divulguer les voies d’exposition probables à la section 11, « Informations toxicologiques ».

15. Corriger les conseils de prudence afin de sélectionner les phrases appropriées lorsque la barre oblique est présente.

NE : 11130

Date de l’engagement de conformité : 2019-07-12

Le demandeur avait reçu avis de corriger les non-conformités administratives de la FDS (ou de l’étiquette) et avait aussi reçu avis de modifier la FDS (ou l’étiquette) de la façon suivante.

1. Enlever le numéro de téléphone d’urgence de CANUTEC.

2. Divulguer l’identificateur du fournisseur canadien initial.

3. Divulguer la classification de danger supplémentaire « Toxicité pour certains organes cibles — expositions répétées — catégorie 1 ».

4. Disclose the information elements concerning the additional hazard and precautionary statements.
5. Disclose “Other hazards” on the SDS.
6. Disclose the applicable common names and synonyms for the ingredient “xylene”.
7. Disclose the incompatibilities of the product.
8. Disclose the delayed and immediate effects, as well as the chronic effects from short-term and long-term exposure.
9. Disclose the calculated product oral ATE value of 4 762 mg/kg (0% unknown) and calculated inhalation ATE value 29 mg/L (31% unknown).
10. Correct the disclosure of misleading information regarding the LD₅₀ (rat, oral) value and LC₅₀ (rat, inhalation [vapeur]) value for the ingredient “xylene”.
11. Correct the precautionary statements to select the appropriate phrases when a slash is present.

RN: 11266**Date of compliance undertaking: 2019-07-12**

The claimant had been advised to correct administrative non-compliances in the SDS (or label) and had been further advised to amend the SDS (or label) as indicated below.

1. Disclose the Canadian initial supplier identifier.
2. Disclose the additional hazard classifications of “Reproductive Toxicity — Category 1” and “Specific Target Organ Toxicity — Repeated Exposure — Category 1 (central nervous system and hearing loss)”.
3. Disclose the signal word “Danger”.
4. Disclose the information elements concerning the additional hazard and precautionary statements.
5. Correct the precautionary statements to select the appropriate phrases when a slash is present.
6. Disclose the percent of unknown toxicity of “55%” for the calculated product inhalation ATE value.
7. Disclose the applicable common names and synonyms for the ingredients “xylene” and “isobutanol”.

4. Divulguer les éléments d’information concernant les mentions de danger et les conseils de prudence supplémentaires.
5. Divulguer « Autres dangers » sur la FDS.
6. Divulguer les noms communs et les synonymes applicables pour l’ingrédient « xylène ».
7. Divulguer les matériaux incompatibles du produit.
8. Divulguer les effets différés et immédiats ainsi que les effets chroniques causés par une exposition à court et à long terme.
9. Divulguer la valeur ETA par voie orale calculée de 4 762 mg/kg (0 % inconnu) et la valeur ETA par inhalation calculée de 29 mg/L (31 % inconnu) du produit.
10. Corriger la divulgation d’informations trompeuses concernant la valeur DL₅₀ (rat, voie orale) et CL₅₀ (rat, inhalation [vapeur]) de l’ingrédient « xylène ».
11. Corriger les conseils de prudence afin de sélectionner les phrases appropriées lorsque la barre oblique est présente.

NE : 11266**Date de l’engagement de conformité : 2019-07-12**

Le demandeur avait reçu avis de corriger les non-conformités administratives de la FDS (ou de l’étiquette) et avait aussi reçu avis de modifier la FDS (ou l’étiquette) de la façon suivante.

1. Divulguer l’identificateur du fournisseur canadien initial.
2. Divulguer les classifications de danger supplémentaires de « Toxicité pour la reproduction — catégorie 1 » et « Toxicité spécifique pour certains organes cibles — expositions répétées — catégorie 1 (système nerveux central et perte auditive) ».
3. Divulguer la mention d’avertissement « Danger ».
4. Divulguer les éléments d’information concernant les mentions de danger et les conseils de prudence supplémentaires.
5. Corriger les conseils de prudence afin de sélectionner les phrases appropriées lorsque la barre oblique est présente.
6. Divulguer le pourcentage de toxicité inconnue de « 55 % » pour la valeur ETA par inhalation calculée du produit.
7. Divulguer les noms communs et les synonymes applicables des ingrédients « xylène » et « isobutanol ».

8. Disclose the appropriate first aid measures.
9. Disclose the most important symptoms and effects, whether acute or delayed.
10. Correct the disclosure of misleading information regarding extinguishing media.
11. Disclose the appropriate precautions for safe handling.
12. Disclose the product's melting point and freezing point.
13. Disclose the product's boiling range.
14. Disclose a sufficient description of the delayed and immediate effects, and chronic effects from short-term and long-term exposure.
15. Disclose the calculated product oral ATE value of 4 764 mg/kg (50.5% unknown) and calculated inhalation (vapour) ATE of 38 mg/L (55% unknown).
16. Correct the disclosure of misleading information regarding the LD₅₀ (rat, oral) and LC₅₀ (rat, inhalation) values for the ingredient "xylene", and the LD₅₀ (rat, oral) and LC₅₀ (rat, inhalation) values for the ingredient "isobutanol".

RN: 11267

Date of compliance undertaking: 2019-07-12

The claimant had been advised to correct administrative non-compliances in the SDS (or label) and had been further advised to amend the SDS (or label) as indicated below.

1. Disclose the Canadian initial supplier identifier.
2. Disclose the additional hazard classifications of "Reproductive Toxicity – Category 1" and "Specific Target Organ Toxicity – Repeated Exposure – Category 1 (central nervous system and hearing loss)".
3. Disclose the signal word "Danger".
4. Disclose the information elements concerning the additional hazard and precautionary statements.
5. Correct the precautionary statements to select the appropriate phrases when a slash is present.
6. Disclose the percent of unknown toxicity of "55%" for the calculated product inhalation ATE value.

8. Divulguer les premiers soins appropriés.
9. Divulguer les symptômes et les effets les plus importants, qu'ils soient aigus ou différés.
10. Corriger la divulgation d'informations trompeuses concernant les agents extincteurs.
11. Divulguer les précautions relatives à la sûreté en matière de manutention appropriées.
12. Divulguer le point de fusion et le point de congélation du produit.
13. Divulguer le domaine d'ébullition du produit.
14. Divulguer une description suffisante des effets différés et immédiats ainsi que des effets chroniques causés par une exposition à court et à long terme.
15. Divulguer la valeur ETA par voie orale calculée de 4 764 mg/kg (50,5 % inconnu) et la valeur ETA par inhalation (vapeur) calculée de 38 mg/L (55 % inconnu) du produit.
16. Corriger la divulgation d'informations trompeuses concernant les valeurs DL₅₀ (rat, voie orale) et CL₅₀ (rat, inhalation) de l'ingrédient « xylène », et les valeurs DL₅₀ (rat, voie orale) et CL₅₀ (rat, inhalation) de l'ingrédient « isobutanol ».

NE : 11267

Date de l'engagement de conformité : 2019-07-12

Le demandeur avait reçu avis de corriger les non-conformités administratives de la FDS (ou de l'étiquette) et avait aussi reçu avis de modifier la FDS (ou l'étiquette) de la façon suivante.

1. Divulguer l'identificateur du fournisseur canadien initial.
2. Divulguer les classifications de danger supplémentaires de « Toxicité pour la reproduction – catégorie 1 » et « Toxicité spécifique pour certains organes cibles – expositions répétées – catégorie 1 (système nerveux central et perte auditive) ».
3. Divulguer la mention d'avertissement « Danger ».
4. Divulguer les éléments d'information concernant les mentions de danger et les conseils de prudence supplémentaires.
5. Corriger les conseils de prudence afin de sélectionner les phrases appropriées lorsque la barre oblique est présente.
6. Divulguer le pourcentage de toxicité inconnue de « 55 % » pour la valeur ETA par inhalation calculée du produit.

7. Disclose the applicable common names and synonyms for the ingredients “xylene” and “isobutanol”.

8. Disclose the appropriate first aid measures.

9. Disclose the most important symptoms and effects, whether acute or delayed.

10. Correct the disclosure of misleading information regarding extinguishing media.

11. Disclose the appropriate precautions for safe handling.

12. Disclose the product’s melting point and freezing point.

13. Disclose a sufficient description of the delayed and immediate effects, and chronic effects from short-term and long-term exposure.

14. Disclose the calculated product oral ATE value of 4 764 mg/kg (50.5% unknown) and calculated inhalation (vapour) ATE of 38 mg/L (55% unknown).

15. Correct the disclosure of misleading information regarding the LD₅₀ (rat, oral) and LC₅₀ (rat, inhalation) values for the ingredient “xylene”, and the LD₅₀ (rat, oral) and LC₅₀ (rat, inhalation) values for the ingredient “isobutanol”.

RN: 11795

Date of compliance undertaking: 2019-07-26

The claimant had been advised to correct administrative non-compliances in the SDS (or label) and had been further advised to amend the SDS (or label) as indicated below.

1. Correct the precautionary statements to select the appropriate phrases when a slash is present.

2. Disclose the additional hazard classification of “Acute Toxicity (Oral) – Category 4”.

3. Disclose the information elements concerning the additional hazard and precautionary statements.

4. Disclose the applicable common names and synonyms for the ingredient “hydroquinone”.

5. Correct the disclosure of misleading information regarding personal protective equipment in case of accidental release.

6. Disclose the appropriate precautions for safe handling.

7. Divulguer les noms communs et les synonymes applicables des ingrédients « xylène » et « isobutanol ».

8. Divulguer les premiers soins appropriés.

9. Divulguer les symptômes et les effets les plus importants, qu’ils soient aigus ou différés.

10. Corriger la divulgation d’informations trompeuses concernant les agents extincteurs.

11. Divulguer les précautions relatives à la sûreté en matière de manutention appropriées.

12. Divulguer le point de fusion et le point de congélation du produit.

13. Divulguer une description suffisante des effets différés et immédiats ainsi que des effets chroniques causés par une exposition à court et à long terme.

14. Divulguer la valeur ETA par voie orale calculée de 4 764 mg/kg (50,5 % inconnu) et la valeur ETA par inhalation (vapeur) calculée de 38 mg/L (55 % inconnu) du produit.

15. Corriger la divulgation d’informations trompeuses concernant les valeurs DL₅₀ (rat, voie orale) et CL₅₀ (rat, inhalation) de l’ingrédient « xylène », et les valeurs DL₅₀ (rat, voie orale) et CL₅₀ (rat, inhalation) de l’ingrédient « isobutanol ».

NE : 11795

Date de l’engagement de conformité : 2019-07-26

Le demandeur avait reçu avis de corriger les non-conformités administratives de la FDS (ou de l’étiquette) et avait aussi reçu avis de modifier la FDS (ou l’étiquette) de la façon suivante.

1. Corriger les conseils de prudence afin de sélectionner les phrases appropriées lorsque la barre oblique est présente.

2. Divulguer la classification de danger supplémentaire de « Toxicité aiguë – par voie orale – catégorie 4 ».

3. Divulguer les éléments d’information concernant les mentions de danger et les conseils de prudence supplémentaires.

4. Divulguer les noms communs et les synonymes applicables pour l’ingrédient « hydroquinone ».

5. Corriger la divulgation d’informations trompeuses concernant les équipements de protection individuelle en cas de déversement accidentel.

6. Divulguer les précautions relatives à la sûreté en matière de manutention appropriées.

7. Correct the disclosure of misleading information regarding personal protective equipment for precautions for safe handling.

8. Disclose the appropriate engineering controls.

9. Disclose an adequate product odour.

10. Disclose the calculated product oral ATE value of 1 750 mg/kg (0% unknown).

RN: 12148

Date of compliance undertaking: 2019-08-19

The claimant had been advised to correct administrative non-compliances in the SDS (or label) and had been further advised to amend the SDS (or label) as indicated below.

1. Correct the precautionary statements to select the appropriate phrases when a slash is present.

2. Remove CANUTEC's emergency telephone number.

3. Disclose the additional hazard classifications of "Skin Corrosion — Category 1" and "Serious Eye Damage — Category 1".

4. Disclose the information elements concerning the additional hazard and precautionary statements.

5. Disclose the symbol and/or name of the symbol for "Corrosion" on the SDS.

6. Disclose the signal word "Danger".

7. Disclose the applicable common names and synonyms for the ingredient "benzotriazol".

8. Disclose the applicable information for "the most important symptoms and effects, whether acute or delayed" under Section 4, "First aid measures".

9. Disclose emergency procedures to follow in case of accidental release.

10. Correct the disclosure of misleading information regarding personal protective equipment in section 6, "Accidental release measures".

11. Disclose the applicable information in Section 7, "Handling and storage".

12. Disclose an adequate product odour.

13. Disclose the product's reactivity.

7. Corriger la divulgation d'informations trompeuses concernant les équipements de protection individuelle pour les précautions relatives à la sûreté en matière de manutention.

8. Divulguer les contrôles d'ingénierie appropriés.

9. Divulguer une odeur adéquate pour le produit.

10. Divulguer la valeur ETA par voie orale calculée de 1 750 mg/kg (0 % inconnu) du produit.

NE : 12148

Date de l'engagement de conformité : 2019-08-19

Le demandeur avait reçu avis de corriger les non-conformités administratives de la FDS (ou de l'étiquette) et avait aussi reçu avis de modifier la FDS (ou l'étiquette) de la façon suivante.

1. Corriger les conseils de prudence afin de sélectionner les phrases appropriées lorsque la barre oblique est présente.

2. Enlever le numéro de téléphone d'urgence de CANUTEC.

3. Divulguer les classifications de danger supplémentaires de « Corrosion cutanée — catégorie 1 » et « Lésions oculaires graves — catégorie 1 ».

4. Divulguer les éléments d'information concernant les mentions de danger et les conseils de prudence supplémentaires.

5. Divulguer le symbole et/ou le nom du symbole « Corrosion » sur la FDS.

6. Divulguer la mention d'avertissement « Danger ».

7. Divulguer les noms communs et les synonymes applicables pour l'ingrédient « benzotriazole ».

8. Divulguer les informations applicables pour « les symptômes et les effets les plus importants, qu'ils soient aigus ou différés » à la section 4, « Premiers soins ».

9. Divulguer les mesures d'urgence à prendre en cas de déversement accidentel.

10. Corriger la divulgation d'informations trompeuses concernant l'équipement de protection individuelle à la section 6, « Mesures à prendre en cas de déversement accidentel ».

11. Divulguer les informations applicables à la section 7, « Manutention et stockage ».

12. Divulguer une odeur adéquate pour le produit.

13. Divulguer la réactivité du produit.

14. Disclose a sufficient description of the delayed and immediate effects, and chronic effects from short-term and long-term exposure.

15. Disclose the calculated product oral ATE value of 6 500 mg/kg (45.4% unknown) and calculated dermal ATE value of 6 500 mg/kg (45.4% unknown).

16. Disclose the likely routes of exposure in Section 11, "Toxicological Information".

CLAIMS FOR WHICH THE SCREENING OFFICER ORDERED THE CLAIMANT TO COMPLY WITH THE APPLICABLE DISCLOSURE REQUIREMENTS

In the case of the following claims, either the claimant did not supply the screening officer with a signed undertaking or the screening officer was not satisfied that the claimant had taken the measures set out in the undertaking in the manner and within the period specified in it. Pursuant to subsection 17(1) of the *Hazardous Materials Information Review Act*, the screening officer ordered the claimant to comply with the requirements of the relevant legislation within 30 days from the expiry of the appeal period, except that the information in respect of which the claim for exemption was made does not have to be disclosed, and to provide a copy of the amended SDS to the screening officer within 30 days of expiry of the appeal period.

Pursuant to paragraph 18(1)(a) of the *Hazardous Materials Information Review Act*, the Chief Screening Officer hereby gives notice of information that the screening officer ordered to be disclosed on the SDS reviewed by the screening officer and the date of the order.

RN: 9710

Date of order: 2019-07-18

The claimant had been advised to correct administrative non-compliances in the SDS (or label) and had been further advised to amend the SDS (or label) as indicated below.

1. Correct the precautionary statements to select the appropriate phrases when a slash is present.
2. Disclose the additional information elements in the applicable SDS sections.
3. Disclose the additional hazard classifications of "Specific Target Organ Toxicity — Repeated Exposure — Category 1" and "Flammable Liquids — Category 1".

14. Divulguer une description suffisante des effets différés et immédiats ainsi que des effets chroniques causés par une exposition à court et à long terme.

15. Divulguer la valeur ETA par voie orale calculée de 6 500 mg/kg (45,4 % inconnu) et la valeur ETA par contact cutané calculée de 6 500 mg/kg (45,4 % inconnu) du produit.

16. Divulguer les voies d'exposition probables à la section 11, « Informations toxicologiques ».

DEMANDES POUR LESQUELLES L'AGENTE DE CONTRÔLE A ORDONNÉ AU DEMANDEUR DE SE CONFORMER AUX EXIGENCES DE DIVULGATION APPLICABLES

Dans le cas des demandes suivantes, soit que le demandeur n'a pas envoyé d'engagement signé à l'agente de contrôle, soit que l'agente de contrôle n'a pas été convaincue que le demandeur avait respecté l'engagement selon les modalités de forme et de temps qui y étaient précisées. En vertu du paragraphe 17(1) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, l'agente de contrôle a ordonné au demandeur de se conformer aux dispositions de la législation pertinente dans les 30 jours suivant la fin de la période d'appel, les renseignements visés par la demande de dérogation n'ayant toutefois pas à être divulgués, et de lui fournir une copie de la FDS modifiée dans les 30 jours suivant la fin de la période d'appel.

En vertu de l'alinéa 18(1)a) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, l'agente de contrôle en chef donne, par les présentes, avis de renseignements que l'agente de contrôle a ordonné de divulguer sur la FDS qui lui a été soumise et la date de l'ordre.

NE : 9710

Date de l'ordre : 2019-07-18

Le demandeur avait reçu avis de corriger les non-conformités administratives de la FDS (ou de l'étiquette) et avait aussi reçu avis de modifier la FDS (ou l'étiquette) de la façon suivante.

1. Corriger les conseils de prudence afin de sélectionner les phrases appropriées lorsque la barre oblique est présente.
2. Divulguer les éléments d'information supplémentaires dans les sections applicables de la FDS.
3. Divulguer les classifications de danger supplémentaires « Toxicité pour certains organes cibles — expositions répétées — catégorie 1 » et « Liquides inflammables — catégorie 1 ».

4. Disclose the information elements concerning the additional hazard and precautionary statements.

5. Disclose the applicable common names and synonyms for the ingredients “xylene”, “methanol” and “heavy aromatic petroleum naphtha”.

6. Disclose the product’s relative density.

7. Disclose the calculated product oral ATE value of 6 460 mg/kg, dermal ATE value of 12 000 mg/kg and inhalation (vapour) ATE value of 42 mg/L.

8. Correct the disclosure of misleading information regarding the LD₅₀ (rat, oral) and LD₅₀ (rabbit, dermal) value for the ingredients “xylene” and “heavy aromatic petroleum naphtha”, respectfully.

RN: 9727

Date of order: 2019-07-18

The claimant had been advised to correct administrative non-compliances in the SDS (or label) and had been further advised to amend the SDS (or label) as indicated below.

1. Correct the precautionary statements to select the appropriate phrases when a slash is present.

2. Disclose the Canadian initial supplier identifier.

3. Disclose the additional hazard classification of “Acute Toxicity (Inhalation) – Category 3”.

4. Correct the disclosure of misleading information regarding product hazard classification.

5. Disclose the symbol and/or name of symbol for “Skull and Crossbones” on the SDS.

6. Disclose the percent of unknown toxicity of “77%” for the calculated product inhalation ATE value.

7. Disclose the information elements concerning the additional hazard and precautionary statements.

8. Disclose the applicable common names and synonyms for the ingredients “light aromatic solvent”, “heavy aromatic petroleum naphtha”, “ethylene glycol monobutyl ether” and “isopropanol”.

4. Divulguer les éléments d’information concernant les mentions de danger et les conseils de prudence supplémentaires.

5. Divulguer les noms communs et les synonymes applicables des ingrédients « xylène », « méthanol » et « naphta de pétrole aromatique lourd ».

6. Divulguer la densité relative du produit.

7. Divulguer la valeur ETA par voie orale calculée de 6 460 mg/kg, la valeur ETA par contact cutané de 12 000 mg/kg et la valeur ETA par inhalation (vapeur) de 42 mg/L du produit.

8. Corriger la divulgation d’informations trompeuses concernant la valeur DL₅₀ (rat, voie orale) et DL₅₀ (lapin, voie cutanée) des ingrédients « xylène » et « naphta de pétrole aromatique lourd ».

NE : 9727

Date de l’ordre : 2019-07-18

Le demandeur avait reçu avis de corriger les non-conformités administratives de la FDS (ou de l’étiquette) et avait aussi reçu avis de modifier la FDS (ou l’étiquette) de la façon suivante.

1. Corriger les conseils de prudence afin de sélectionner les phrases appropriées lorsque la barre oblique est présente.

2. Divulguer l’identificateur du fournisseur canadien initial.

3. Divulguer la classification de danger supplémentaire de « Toxicité aiguë – par inhalation – catégorie 3 ».

4. Corriger la divulgation d’informations trompeuses concernant la classification de danger du produit.

5. Divulguer le symbole et/ou le nom du symbole « Tête de mort sur deux tibias » sur la FDS.

6. Divulguer le pourcentage de toxicité inconnue de « 77 % » pour la valeur ETA par inhalation calculée du produit.

7. Divulguer les éléments d’information concernant les mentions de danger et les conseils de prudence supplémentaires.

8. Divulguer les noms communs et synonymes applicables des ingrédients « solvant naphta (fraction des aromatiques légers) », « solvant naphta (pétrole), fraction des aromatiques lourds », « éther d’éthylèneglycol et de monobutyle » et « isopropanol ».

9. Disclose the calculated product oral ATE value of 4 100 mg/kg (0% unknown), dermal ATE value of 2 700 mg/kg (0% unknown), and inhalation (vapour) ATE of 4.6 mg/L (77% unknown).

10. Correct the disclosure of misleading information regarding the LD₅₀/LC₅₀ values.

11. Disclose that ingredient “ethylene glycol monobutyl ether” has been shown to cause damage to organs via a single exposure.

RN: 12100

Date of order: 2019-07-25

The claimant had been advised to correct administrative non-compliances in the SDS (or label) and had been further advised to amend the SDS (or label) as indicated below.

1. Correct the precautionary statements to select the appropriate phrases when a slash is present.

2. Disclose the additional information elements in the applicable SDS sections.

3. Disclose the telephone number of the Canadian initial supplier identifier.

4. Disclose the information elements concerning the additional hazard and precautionary statements.

5. Disclose the additional information elements in the applicable SDS sections.

6. Correct the disclosure of misleading information regarding the most important symptoms and effects, whether acute or delayed.

7. Disclose information on the precautions for firefighters.

8. Correct the disclosure of misleading information regarding personal protective equipment in section 6, “Accidental release measures”.

9. Disclose an adequate product odour.

10. Disclose the product’s boiling range.

11. Disclose “ingestion” as an additional likely route of exposure.

12. Disclose the symptoms related to the physical, chemical and toxicological characteristics.

9. Divulguer la valeur ETA par voie orale calculée de 4 100 mg/kg (0 % inconnu), la valeur ETA par contact cutané de 2 700 mg/kg (0 % inconnu), et la valeur ETA par inhalation (vapeur) de 4,6 mg/L (77 % inconnu) du produit.

10. Corriger la divulgation d’informations trompeuses concernant les valeurs DL₅₀/CL₅₀.

11. Divulguer qu’il a été établi que l’ingrédient « éther d’éthylèneglycol et de monobutyle » cause des lésions aux organes par exposition unique.

NE : 12100

Date de l’ordre : 2019-07-25

Le demandeur avait reçu avis de corriger les non-conformités administratives de la FDS (ou de l’étiquette) et avait aussi reçu avis de modifier la FDS (ou l’étiquette) de la façon suivante.

1. Corriger les conseils de prudence afin de sélectionner les phrases appropriées lorsque la barre oblique est présente.

2. Divulguer les éléments d’information supplémentaires dans les sections applicables de la FDS.

3. Divulguer le numéro de téléphone de l’identificateur du fournisseur canadien initial.

4. Divulguer les éléments d’information concernant les mentions de danger et les conseils de prudence supplémentaires.

5. Divulguer les éléments d’information supplémentaires dans les sections applicables de la FDS.

6. Corriger la divulgation d’informations trompeuses concernant les symptômes et effets les plus importants, qu’ils soient aigus ou différés.

7. Divulguer des renseignements sur les précautions spéciales pour les pompiers.

8. Corriger la divulgation d’informations trompeuses concernant l’équipement de protection individuelle dans la section 6, « Mesures à prendre en cas de déversement accidentel ».

9. Divulguer une odeur adéquate pour le produit.

10. Divulguer le domaine d’ébullition du produit.

11. Divulguer « orale » comme voie d’exposition probable supplémentaire.

12. Divulguer les symptômes liés aux caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques.

13. Disclose a sufficient description of the delayed and immediate effects, and chronic effects from short-term and long-term exposure.

14. Disclose the calculated product oral ATE value of 26 000 mg/kg (0% unknown).

15. Correct the disclosure of misleading information regarding serious eye damage/eye irritation.

CLAIMS FOR WHICH THE SCREENING OFFICER ISSUED THE DECISION THAT THE CLAIM FOR EXEMPTION WAS EITHER PARTIALLY VALID OR INVALID

In the case of the following claims, the screening officer issued the decision that the claim for exemption was partially valid.

Pursuant to section 18 of the *Hazardous Materials Information Review Act*, the Chief Screening Officer hereby gives notice of information that the screening officer ordered to be disclosed on an SDS or a label pursuant to subsection 16(1) and information that has been disclosed on the relevant SDS or label in compliance with an undertaking, and the dates on which the orders and notices referred to in subsection 16.1(3) of the Act were issued.

RN: 9471

Date of order: 2019-07-25

The claimant had been advised to correct administrative non-compliances in the SDS (or label) and had been further advised to amend the SDS (or label) as indicated below.

1. Remove the reference to HMIRC on the SDS.
2. Disclose the additional hazard classifications of “Serious Eye Damage — Category 1” and “Acute Toxicity (Inhalation) — Category 4 (dusts and mists)”.
3. Disclose the symbol and/or name of symbol for “Corrosion” on the SDS.
4. Disclose the information elements concerning the additional hazard and precautionary statements.
5. Disclose an acceptable TWA exposure guideline for the confidential ingredient “aliphatic hydrocarbon; acid (1)”.
6. Disclose the product’s odour threshold.
7. Disclose the boiling range, evaporation rate, flammability, upper and lower flammability or explosive limits,

13. Divulguer une description suffisante des effets différés et immédiats, ainsi que des effets chroniques causés par une exposition à court et à long terme.

14. Divulguer la valeur ETA par voie orale calculée de 26 000 mg/kg (0 % inconnu) du produit.

15. Corriger la divulgation d’informations trompeuses concernant les lésions oculaires graves/irritation oculaire.

DEMANDES POUR LESQUELLES L’AGENTE DE CONTRÔLE A RENDU LA DÉCISION QUE LA DEMANDE DE DÉROGATION ÉTAIT PARTIELLEMENT VALIDE OU INVALIDE

Pour les demandes ci-dessous, l’agente de contrôle a rendu la décision que la demande de dérogation était partiellement valide.

En vertu de l’article 18 de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, l’agente de contrôle en chef donne, par les présentes, avis de renseignements que l’agente de contrôle a ordonné de divulguer sur la FDS ou l’étiquette en vertu du paragraphe 16(1) et avis de renseignements qui ont été divulgués sur la FDS ou l’étiquette pertinente en exécution d’un engagement, et les dates auxquelles les ordres et les avis prévus au paragraphe 16.1(3) de la Loi ont été envoyés.

NE : 9471

Date de l’ordre : 2019-07-25

Le demandeur avait reçu avis de corriger les non-conformités administratives de la FDS (ou de l’étiquette) et avait aussi reçu avis de modifier la FDS (ou l’étiquette) de la façon suivante.

1. Enlever la référence à CCRMD sur la FDS.
2. Divulguer les classifications de danger supplémentaires « Lésions oculaires graves — catégorie 1 » et « Toxicité aiguë — par inhalation (poussières et brouillards) — catégorie 4 ».
3. Divulguer le symbole et/ou le nom du symbole « Corrosion » sur la FDS.
4. Divulguer les éléments d’information concernant les mentions de danger et les conseils de prudence supplémentaires.
5. Divulguer une exposition directive TWA acceptable pour l’ingrédient confidentiel « hydrocarbure aliphatique; acide (1) ».
6. Divulguer le seuil olfactif du produit.
7. Divulguer le domaine d’ébullition, taux d’évaporation, inflammabilité, limites supérieures et inférieures

relative density, solubility, partition coefficient, and viscosity.

8. Disclose the calculated product oral ATE value of 4 600 mg/kg (0% unknown), dermal ATE value of 50 230 mg/kg (45% unknown), and inhalation (dusts and mists) ATE value of 4.4 mg/L (48% unknown.)

[39-1-o]

DEPARTMENT OF HEALTH

HAZARDOUS MATERIALS INFORMATION REVIEW ACT

Filing of claims for exemption

Pursuant to paragraph 12(1)(a) of the *Hazardous Materials Information Review Act*, the Chief Screening Officer hereby gives notice of the filing of the claims for exemption listed below.

In accordance with subsection 12(2) of the *Hazardous Materials Information Review Act*, affected parties, as defined, may make written representations to the screening officer with respect to the claim for exemption and the safety data sheet (SDS) or label to which it relates. Written representations must cite the appropriate registry number, state the reasons and evidence upon which the representations are based and be delivered within 30 days of the date of the publication of this notice in the *Canada Gazette*, Part I, to the screening officer at the following address: Workplace Hazardous Materials Bureau, 269 Laurier Avenue West, 8th Floor (4908-B), Ottawa, Ontario K1A 0K9.

Véronique Lalonde

Chief Screening Officer

On February 11, 2015, the *Hazardous Products Act* (HPA) was amended and the *Controlled Products Regulations* (CPR) and the Ingredient Disclosure List were repealed and replaced with the new *Hazardous Products Regulations* (HPR). The revised legislation (HPA/HPR) is referred to as WHMIS 2015.

The claims listed below seek an exemption from the disclosure of supplier confidential business information in respect of a hazardous product; such disclosure would otherwise be required under the provisions of the relevant legislation.

d'inflammabilité ou d'explosibilité, densité relative, solubilité, coefficient de partage et viscosité du produit.

8. Divulguer la valeur ETA par voie orale calculée de 4 600 mg/kg (0 % inconnu), la valeur ETA par contact cutané de 50 230 mg/kg (45 % inconnu) et la valeur ETA par inhalation (poussières et brouillards) de 4,4 mg/L (48 % inconnu) du produit.

[39-1-o]

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

LOI SUR LE CONTRÔLE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MATIÈRES DANGEREUSES

Dépôt des demandes de dérogation

En vertu de l'alinéa 12(1)a) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, l'agente de contrôle en chef donne, par les présentes, avis du dépôt des demandes de dérogation énumérées ci-dessous.

Conformément au paragraphe 12(2) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, toute partie touchée, telle qu'elle est définie, peut faire des représentations par écrit auprès de l'agente de contrôle sur la demande de dérogation et la fiche de données de sécurité (FDS) ou l'étiquette en cause. Les observations écrites doivent faire mention du numéro d'enregistrement pertinent et comprendre les raisons et les faits sur lesquels elles se fondent. Elles doivent être envoyées, dans les 30 jours suivant la date de publication du présent avis dans la Partie I de la *Gazette du Canada*, à l'agente de contrôle à l'adresse suivante : Bureau des matières dangereuses utilisées au travail, 269, avenue Laurier Ouest, 8^e étage (4908-B), Ottawa (Ontario) K1A 0K9.

L'agente de contrôle en chef

Véronique Lalonde

Le 11 février 2015, la *Loi sur les produits dangereux* (LPD) a été modifiée et le *Règlement sur les produits contrôlés* (RPC) et la Liste de divulgation des ingrédients ont été abrogés et remplacés par le nouveau *Règlement sur les produits dangereux* (RPD). La loi révisée (LPD/RPD) est appelée SIMDUT 2015.

Les demandes ci-dessous portent sur la dérogation à l'égard de la divulgation de renseignements commerciaux confidentiels du fournisseur concernant un produit dangereux qui devraient autrement être divulgués en vertu des dispositions de la législation pertinente.

Claimant / Demandeur	Product Identifier / Identificateur du produit	Subject of the Claim for Exemption	Objet de la demande de dérogation	Registry Number / Numéro d'enregistrement
Shell Catalysts & Technologies	CENTERA GT™ Catalyst DN-3622	C.i. and C. of one ingredient C.i. of two ingredients C. of one ingredient	I.c et C. d'un ingrédient I.c. de deux ingrédients C. d'un ingrédient	03338074
Jacam Manufacturing, 2013, LLC	CI BALLS Smart Balls® Corrosion Inhibitor	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03338133
Jacam Manufacturing, 2013, LLC	SP 3 Stim-Solv	C.i. of two ingredients	I.c. de deux ingrédients	03338134
Jacam Manufacturing, 2013, LLC	SuperCorr® X Part B	C.i. of two ingredients	I.c. de deux ingrédients	03338135
Baker Hughes Canada Company	CRW9952 CORROSION INHIBITOR	C.i. of seven ingredients C. of three ingredients	I.c. de sept ingrédients C. de trois ingrédients	03338451
Baker Hughes Canada Company	RE34150CRW CORROSION INHIBITOR	C.i. of four ingredients C. of two ingredients	I.c. de quatre ingrédients C. de deux ingrédients	03338482
SUEZ Water Technologies & Solutions Canada	E.C.O.FILM EF2604	C.i. and C. of one ingredient	I.c. et C. d'un ingrédient	03338717
Stahl USA	RelcaLink 10	C.i. and C. of one ingredient C. of two ingredients	I.c. et C. d'un ingrédient C. deux ingrédients	03338903
Globalquimica Partners LLC	RDV-01-CBP	C.i. and C. of one ingredient C. of two ingredients	I.c. et C. d'un ingrédient C. de deux ingrédients	03338905
PCT Global LLC	Enduroshield Professional	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03338994
PCT Global LLC	Enduroshield Auto Glass Professional	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03338995
Guardian Chemicals Inc.	CROSSOVER	C.i. and C. of four ingredients	I.c. et C. de quatre ingrédients	03338996
Globalquimica Partners LLC	RDV-01 L	C.i. and C. of one ingredient	I.c. et C. d'un ingrédient	03339115
Allnex Canada Inc., c/o Goodmans, LLP	EBECRYL® 4510 radiation curing resins	C.i. and C. of one ingredient	I.c. et C. d'un ingrédient	03339191
Nalco Canada ULC	NALSIZE One 63242	C.i. of three ingredients	I.c. de trois ingrédients	03339196
Nalco Canada ULC	NALSIZE One 63240	C.i. of three ingredients	I.c. de trois ingrédients	03339197
Nalco Canada ULC	NALSIZE One 63243	C.i. of three ingredients	I.c. de trois ingrédients	03339328
Fluid Energy Group Ltd.	Enviro-Syn® HCR-7000-WL	C.i. and C. of one ingredient	I.c. et C. d'un ingrédient	03339358
SUEZ Water Technologies & Solutions Canada	E.C.O.Film EF2401	C.i. and C. of one ingredient	I.c. et C. d'un ingrédient	03339595
DuPont Electronics & Imaging	Cyrel® Cylosol Component A	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03339693
DuPont Electronics & Imaging	Cyrel® Cylosol Component B	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03339694
Rampf Group Inc.	RAKU-FST RI-5501	C.i., C., and the toxicological study name of three ingredients C.i and C. of one ingredient and C.i of two ingredients	I.c., C., et le nom de l'étude toxicologique de trois ingrédients, I.c et C. d'un ingrédient et C. de deux ingrédients	03339699
Gourley's Auto Parts Ltd.	TARiffic Scent-Free Waterless Degreaser	C.i. and C. of four ingredients	I.c. et C. de quatre ingrédients	03339960

Claimant / Demandeur	Product Identifier / Identificateur du produit	Subject of the Claim for Exemption	Objet de la demande de dérogação	Registry Number / Numéro d'enregistrement
Compass Minerals Manitoba Inc.	ROCKET SEEDS™ PMZ LIQUID 2-16-0	C.i. and C. of one ingredient	I.c. et C. d'un ingrédient	03339961
The Lubrizol Corporation	LUBRIZOL® 677A	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03339970
The Lubrizol Corporation	ANGLAMOL® 9001N	C.i. of two ingredients	I.c. de deux ingrédients	03340086
Nouryon Surface Chemistry LLC	Redicote E-11E	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340303
NCS Multistage	FFI 2000 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340368
NCS Multistage	FFI 2100 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340370
NCS Multistage	FFI 2200 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340375
NCS Multistage	FFI 2300 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340378
NCS Multistage	FFI 2400 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340381
NCS Multistage	FFI 2700 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340382
NCS Multistage	FFI 3000 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340383
NCS Multistage	FFI 3200 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340385
NCS Multistage	FFI 3300 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340386
NCS Multistage	FFI 3400 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340387
NCS Multistage	FFI 3500 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340389
NCS Multistage	FFI 3600 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340391
NCS Multistage	FFI 3700 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340393
NCS Multistage	FFI 3800 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340394
NCS Multistage	FFI 3900 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340395
Nouryon Surface Chemistry LLC	Redicote C-320	C.i. of three ingredients	I.c. de trois ingrédients	03340396
NCS Multistage	FFI 2500 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340397
NCS Multistage	FFI 2600 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340398
NCS Multistage	FFI 8300 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340399
NCS Multistage	FFI 2900 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340400
NCS Multistage	FFI 8100 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340401
NCS Multistage	FFI 7000 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340402
NCS Multistage	FFI 3100 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340403
NCS Multistage	FFI 6400 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340404
NCS Multistage	FFI 6300 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340405
NCS Multistage	FFI 4100 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340406
NCS Multistage	FFI 6200 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340407
NCS Multistage	FFI 5300 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340408
NCS Multistage	FFI 5200 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340409
NCS Multistage	FFI 4200 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340410
NCS Multistage	FFI 4300 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340411
NCS Multistage	FFI 8400 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340412
NCS Multistage	FFI 8500 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340413
NCS Multistage	FFI 4500 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340414

Claimant / Demandeur	Product Identifier / Identificateur du produit	Subject of the Claim for Exemption	Objet de la demande de dérogation	Registry Number / Numéro d'enregistrement
NCS Multistage	FFI 4600 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340415
NCS Multistage	FFI 4700 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340416
NCS Multistage	FFI 4800 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340417
NCS Multistage	FFI 4900 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340418
NCS Multistage	FFI 5000 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340419
NCS Multistage	FFI 5100 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340420
NCS Multistage	FFI 5400 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340421
NCS Multistage	FFI 5500 M	C.i. of one ingredient	I.c. d'un ingrédient	03340422

Note: C.i. = chemical identity and C. = concentration
 Nota : I.c. = identité chimique et C. = concentration

[39-1-o]

[39-1-o]

DEPARTMENT OF INDUSTRY**MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE**

OFFICE OF THE REGISTRAR GENERAL

BUREAU DU REGISTRAIRE GÉNÉRAL

*Appointments**Nominations*

Name and position/Nom et poste	Order in Council/Décret
Kenny, Leonard Deputy Commissioner of Northwest Territories/Commissaire adjoint des Territoires du Nord-Ouest	2019-1322
Murphy, Brenda Louise Lieutenant Governor of the Province of New Brunswick/Lieutenante-gouverneure de la province du Nouveau-Brunswick	2019-1325
Roy, Guylaine Deputy Minister of Tourism, Official Languages and La Francophonie to be concurrently Deputy Minister of Women and Gender Equality/Sous-ministre du Tourisme, des Langues officielles et de la Francophonie, concurremment sous-ministre des Femmes et de l'Égalité des genres	2019-1329
Williams, Rebekah Uqi Deputy Commissioner of Nunavut/Commissaire adjointe du Nunavut	2019-1321

September 19, 2019

Le 19 septembre 2019

Diane Bélanger
 Official Documents Registrar

La registraire des documents officiels
Diane Bélanger

[39-1-o]

[39-1-o]

DEPARTMENT OF TRANSPORT**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

CANADA MARINE ACT

LOI MARITIME DU CANADA

Montreal Port Authority — Supplementary letters patent

Administration portuaire de Montréal — Lettres patentes supplémentaires

WHEREAS letters patent were issued by the Minister of Transport (“Minister”) for the Montreal Port Authority (“Authority”), under the authority of the *Canada Marine Act* (“Act”), effective March 1, 1999;

ATTENDU QUE des lettres patentes ont été délivrées par le ministre des Transports (« ministre ») à l'Administration portuaire de Montréal (« Administration ») en vertu des pouvoirs prévus dans la *Loi maritime du Canada* (« Loi »), prenant effet le 1^{er} mars 1999;

WHEREAS section 9.2 of the letters patent sets out a limit on the power of the Authority to borrow money on its credit for port purposes;

WHEREAS the board of directors of the Authority has requested that the Minister issue supplementary letters patent to increase the aggregate limit on the power of the Authority to borrow money on the credit of the Authority for port purposes set out in section 9.2 of the letters patent;

WHEREAS, by Order in Council P.C. 2019-1326 of September 6, 2019, the Governor in Council, pursuant to subsection 8(5) of the Act, approved the provisions of the proposed supplementary letters patent for the purposes of increasing the aggregate limit on the power of the Authority to borrow money on the credit of the Authority for port purposes;

AND WHEREAS the Minister is satisfied that the amendment to the letters patent is consistent with the Act;

NOW THEREFORE, under the authority of subsection 9(1) of the Act, the letters patent are amended as follows:

1. Section 9.2 of the letters patent issued to the Montreal Port Authority is replaced by the following:

9.2 Limit on Borrowing Power. The Authority shall not incur any item of Borrowing so that the aggregate Borrowing of the Authority would exceed \$420,000,000.

2. These supplementary letters patent take effect on January 1, 2020.

ISSUED this 11th day of September, 2019.

The Honourable Marc Garneau, P.C., M.P.
Minister of Transport

[39-1-o]

DEPARTMENT OF TRANSPORT

CANADA MARINE ACT

Montreal Port Authority — Supplementary letters patent

WHEREAS letters patent were issued by the Minister of Transport (“Minister”) for the Montreal Port Authority (“Authority”), under the authority of the *Canada Marine Act* (“Act”), effective March 1, 1999;

ATTENDU QUE l’article 9.2 des lettres patentes précise une limite au pouvoir de l’Administration d’emprunter des fonds sur son crédit pour l’exploitation du port;

ATTENDU QUE le conseil d’administration de l’Administration a demandé au ministre de délivrer des lettres patentes supplémentaires afin d’augmenter la limite totale du pouvoir de l’Administration d’emprunter des fonds sur son crédit pour l’exploitation du port précisée à l’article 9.2 des lettres patentes;

ATTENDU QUE, par le décret C.P. 2019-1326 du 6 septembre 2019, la gouverneure en conseil, en vertu du paragraphe 8(5) de la Loi, a approuvé une disposition proposant des lettres patentes supplémentaires augmentant la limite totale du pouvoir de l’Administration d’emprunter des fonds sur son crédit pour l’exploitation du port;

ATTENDU QUE le ministre est convaincu que la modification aux lettres patentes est compatible avec la Loi;

À CES CAUSES, en vertu du paragraphe 9(1) de la Loi, les lettres patentes sont modifiées comme suit :

1. L’article 9.2 des lettres patentes délivrées à l’Administration portuaire de Montréal est remplacé par ce qui suit :

9.2 Limite du pouvoir d’emprunt. L’Administration ne doit pas contracter des emprunts dont le total serait supérieur à 420 000 000 \$.

2. Ces lettres patentes supplémentaires prennent effet le 1^{er} janvier 2020.

DÉLIVRÉES le 11^e jour de septembre 2019.

L’honorable Marc Garneau, C.P., député
Ministre des Transports

[39-1-o]

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

LOI MARITIME DU CANADA

Administration portuaire de Montréal — Lettres patentes supplémentaires

ATTENDU QUE des lettres patentes ont été délivrées par le ministre des Transports (« ministre ») à l’Administration portuaire de Montréal (« Administration ») en vertu des pouvoirs prévus dans la *Loi maritime du Canada* (« Loi »), prenant effet le 1^{er} mars 1999;

WHEREAS section 9.2 of the letters patent sets out a limit on the power of the Authority to borrow money on its credit for port purposes (“borrowing limit”);

WHEREAS the board of directors of the Authority has requested that the Minister issue supplementary letters patent to add two additional borrowing limits specific to identified projects thereby increasing the power of the Authority to borrow money on the credit of the Authority for port purposes set out in section 9.2 of the letters patent;

WHEREAS, by Order in Council P.C. 2019-1326 of September 6, 2019, the Governor in Council, pursuant to subsection 8(5) of the Act, approved the provisions of the proposed supplementary letters patent for the purposes of adding two additional borrowing limits specific to identified projects;

AND WHEREAS the Minister is satisfied that the amendment to the letters patent is consistent with the Act;

NOW THEREFORE, under the authority of subsection 9(1) of the Act, the letters patent are amended as follows:

1. The letters patent are amended by adding the following after section 9.2:

9.2.1 Additional Borrowing Limit for the rehabilitation of the Iberville Cruise Terminal and the Alexandra Pier. Notwithstanding section 9.2, the Authority may, in addition to the aggregate amount referred to in section 9.2, and the additional borrowing provided for in section 9.2.2, borrow up to a maximum of \$20,000,000 on its credit, specifically for costs associated with the rehabilitation of the Iberville Cruise Terminal and the Alexandra Pier, provided such borrowing be fully reimbursable in capital and interest by the Province of Quebec pursuant to the agreement between Tourism Quebec and the Authority dated June 17, 2016, and amended August 6, 2018.

9.2.2 Additional Borrowing Limit for development and consolidation of port assets. Notwithstanding section 9.2, the Authority may, in addition to the aggregate amount referred to in section 9.2 and the additional borrowing provided for in section 9.2.1, borrow up to a maximum of \$40,000,000 on its credit, specifically for costs associated with the development and consolidation of port assets, provided such borrowing be fully reimbursable in capital and interest by the Province of Quebec pursuant to the letters issued by the ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des

ATTENDU QUE l'article 9.2 des lettres patentes précise une limite au pouvoir de l'Administration d'emprunter des fonds sur son crédit pour l'exploitation du port (« limite du pouvoir d'emprunt »);

ATTENDU QUE le conseil d'administration de l'Administration a demandé au ministre de délivrer des lettres patentes supplémentaires afin d'ajouter deux limites additionnelles au pouvoir d'emprunt se rapportant spécifiquement à des projets déterminés ce qui augmenterait le pouvoir de l'Administration d'emprunter des fonds sur son crédit pour l'exploitation du port précisée à l'article 9.2 des lettres patentes;

ATTENDU QUE, par le décret C.P. 2019-1326 du 6 septembre 2019, la gouverneure en conseil, en vertu du paragraphe 8(5) de la Loi, a approuvé une disposition proposant des lettres patentes supplémentaires afin d'ajouter deux limites additionnelles au pouvoir d'emprunt se rapportant spécifiquement à des projets déterminés;

ATTENDU QUE le ministre est convaincu que la modification aux lettres patentes est compatible avec la Loi;

À CES CAUSES, en vertu du paragraphe 9(1) de la Loi, les lettres patentes sont modifiées comme suit :

1. Les lettres patentes sont modifiées par adjonction, après l'article 9.2, de ce qui suit :

9.2.1 Limite du pouvoir d'emprunt additionnel pour la revitalisation du terminal de croisières d'Iberville et de la jetée Alexandra. Nonobstant l'article 9.2, l'Administration peut, en plus du montant total visé à l'article 9.2, en sus du pouvoir d'emprunt additionnel prévu à l'article 9.2.2, emprunter jusqu'à un maximum de 20 000 000 \$ sur son crédit, spécifiquement pour les coûts associés à la revitalisation du terminal de croisière d'Iberville et de la jetée Alexandra, pourvu que tel emprunt soit intégralement remboursable en capital et intérêts par la province de Québec conformément à l'entente entre Tourisme Québec et l'Administration datée du 17 juin 2016 et modifiée le 6 août 2018.

9.2.2 Limite du pouvoir d'emprunt additionnel pour le développement et la consolidation des actifs portuaires. Nonobstant l'article 9.2, l'Administration peut, en plus du montant total visé à l'article 9.2, en sus du pouvoir d'emprunt additionnel prévu à l'article 9.2.1, emprunter jusqu'à un maximum de 40 000 000 \$ sur son crédit, spécifiquement pour les coûts associés au développement et la consolidation des actifs portuaires, pourvu que tel emprunt soit intégralement remboursable en capital et intérêts par la province de Québec, conformément aux lettres délivrées par le ministère des

transports du Québec dated March 24, 2017, and August 1, 2017.

2. These supplementary letters patent take effect upon issuance.

ISSUED this 11th day of September, 2019.

The Honourable Marc Garneau, P.C., M.P.
Minister of Transport

[39-1-o]

DEPARTMENT OF TRANSPORT

CANADA MARINE ACT

Vancouver Fraser Port Authority – Supplementary letters patent

WHEREAS the Governor in Council issued a Certificate of Amalgamation containing letters patent to amalgamate the Vancouver Port Authority, the Fraser River Port Authority and the North Fraser Port Authority and to continue as one port authority named the Vancouver Fraser Port Authority (“Authority”), effective January 1, 2008;

WHEREAS Schedule C of the letters patent sets out the real property, other than federal real property, held or occupied by the Authority;

WHEREAS, pursuant to subsection 46(2.1) of the *Canada Marine Act* (“Act”), the Authority wishes to acquire the real properties bearing parcel identifiers (PID) 009-900-489 and 013-197-754;

WHEREAS the board of directors of the Authority has requested that the Minister of Transport issue supplementary letters patent to set out the real properties in Schedule C of the letters patent;

AND WHEREAS the Minister of Transport is satisfied that the amendments to the letters patent are consistent with the Act;

NOW THEREFORE, pursuant to subsection 9(1) of the Act, the letters patent are amended as follows:

1. Schedule C of the letters patent is amended by adding the following after PID 009-237-780:

PID NUMBER	DESCRIPTION
009-900-489	Lot 8, Block 30, District Lot 204, Plan 1340; As shown on Plan 1340 and Sketch Plan No. S2018-180

Transports, de la Mobilité durable et de l’Électrification des transports du Québec datées du 24 mars 2017 et du 1^{er} août 2017.

2. Ces lettres patentes supplémentaires entrent en vigueur dès leur délivrance.

DÉLIVRÉES le 11^e jour de septembre 2019.

L’honorable Marc Garneau, C.P., député
Ministre des Transports

[39-1-o]

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

LOI MARITIME DU CANADA

Administration portuaire Vancouver Fraser – Lettres patentes supplémentaires

ATTENDU QUE le gouverneur en conseil a délivré un certificat de fusion contenant des lettres patentes fusionnant les administrations portuaires de Vancouver, du fleuve Fraser et du North-Fraser et continuant en tant qu’autorité portuaire unique nommée Administration portuaire de Vancouver Fraser (« Administration »), prenant effet le 1^{er} janvier 2008;

ATTENDU QUE l’annexe « C » des lettres patentes précise les biens réels, autres que les biens réels fédéraux, que l’Administration occupe ou détient;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 46(2.1) de la *Loi maritime du Canada* (« Loi »), l’Administration souhaite acquérir les biens réels portant les identificateurs de parcelle (IDP) 009-900-489 et 013-197-754;

ATTENDU QUE le conseil d’administration de l’Administration a demandé que le ministre des Transports délivre des lettres patentes supplémentaires qui précisent les biens réels à l’annexe « C » des lettres patentes;

ATTENDU QUE le ministre des Transports est convaincu que les modifications aux lettres patentes sont compatibles avec la Loi;

À CES CAUSES, en vertu du paragraphe 9(1) de la Loi, les lettres patentes sont modifiées comme suit :

1. L’annexe « C » des lettres patentes est modifiée par l’ajout, après l’IDP 009-237-780, de ce qui suit :

NUMÉRO IDP	DESCRIPTION
009-900-489	Lot 8, bloc 30, lot de district 204, plan 1340; Tel qu’il est montré sur le plan 1340 et le croquis n° S2018-180

PID NUMBER	DESCRIPTION
013-197-754	Parcel "B" (Reference Plan 4663), Fractional Section 19, Block 5 North, Range 2 West, New Westminster District, except: Firstly: Part 208.2 m ² (Bylaw Plan 58239); Secondly: Part on Statutory Right of Way Plan LMP20327; As shown on Sketch Plan No. S2019-060

2. These supplementary letters patent take effect on the date of registration of the title, in the New Westminster Land Title Office, of each parcel of land subject to these transactions.

ISSUED this 29th day of August, 2019.

The Honourable Marc Garneau, P.C., M.P.
Minister of Transport

[39-1-o]

OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS

ASSESSMENT OF PENSION PLANS REGULATIONS

Basic rate

Notice is hereby given, in accordance with section 5 of the *Assessment of Pension Plans Regulations*, that the Superintendent of Financial Institutions sets the basic rate, established pursuant to section 4 of the said Regulations, at \$10.00 for the Office year beginning on April 1, 2020. In accordance with subsection 1(1) of the said Regulations, this rate applies to all pension plans registered under the *Pension Benefits Standards Act, 1985* and the *Pooled Registered Pension Plans Act*.

September 16, 2019

Judy Cameron
Acting Assistant Superintendent

[39-1-o]

NUMÉRO IDP	DESCRIPTION
013-197-754	Parcelle « B » (plan de référence 4663), section fractionnelle 19, bloc 5 nord, rang 2 ouest, district de New Westminster, sauf : Premièrement : la partie constituant 208,2 m ² (plan du règlement administratif 58239); Deuxièmement : la partie sur le plan de droit de passage d'origine législative (plan LMP20327); Tel qu'il est montré sur le croquis n° S2019-060

2. Ces lettres patentes supplémentaires prennent effet à la date d'enregistrement des titres, au bureau des titres fonciers de New Westminster, pour chaque parcelle de terrain visée par ces acquisitions.

DÉLIVRÉES le 29^e jour d'août 2019.

L'honorable Marc Garneau, C.P., député
Ministre des Transports

[39-1-o]

BUREAU DU SURINTENDANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

RÈGLEMENT SUR LES COTISATIONS DES RÉGIMES DE PENSION

Taux de base

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de l'article 5 du *Règlement sur les cotisations des régimes de pension*, le surintendant des institutions financières fixe le taux de base, établi conformément à l'article 4 dudit règlement, à 10,00 \$ pour l'année administrative commençant le 1^{er} avril 2020. En vertu du paragraphe 1(1) dudit règlement, ce taux s'applique à tous les régimes agréés aux termes de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* et de la *Loi sur les régimes de pension agréés collectifs*.

Le 16 septembre 2019

La surintendante auxiliaire par intérim
Judy Cameron

[39-1-o]

BANK OF CANADA

Statement of financial position as at August 31, 2019

(Millions of dollars)

Unaudited

ASSETS		LIABILITIES AND EQUITY	
Cash and foreign deposits	22.0	Bank notes in circulation.....	90,801.4
Loans and receivables		Deposits	
Securities purchased under resale agreements.....	10,908.9	Government of Canada.....	25,139.6
Advances.....	—	Members of Payments Canada	250.0
Other receivables	<u>3.8</u>	Other deposits	<u>2,583.2</u>
	10,912.7		27,972.8
Investments		Securities sold under repurchase agreements	—
Treasury bills of Canada	27,570.3	Other liabilities.....	<u>747.0</u>
Canada Mortgage Bonds	513.7		119,521.2
Government of Canada bonds	79,849.3		
Other investments.....	<u>439.9</u>	Equity	
	108,373.2	Share capital	5.0
Capital assets		Statutory and special reserves.....	125.0
Property and equipment.....	597.8	Investment revaluation reserve	<u>401.8</u>
Intangible assets.....	50.9		531.8
Right-of-use leased assets.....	<u>52.4</u>		
	701.1		
Other assets.....	44.0		
	<u>120,053.0</u>		<u>120,053.0</u>

I declare that the foregoing statement is correct according to the books of the Bank.

Ottawa, September 18, 2019

Carmen Vierula
Chief Financial Officer and Chief Accountant

I declare that the foregoing statement is to the best of my knowledge and belief correct, and shows truly and clearly the financial position of the Bank, as required by section 29 of the *Bank of Canada Act*.

Ottawa, September 18, 2019

Stephen S. Poloz
Governor

BANQUE DU CANADA

État de la situation financière au 31 août 2019

(En millions de dollars)

Non audité

ACTIF		PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	
Encaisse et dépôts en devises	22,0	Billets de banque en circulation	90 801,4
Prêts et créances		Dépôts	
Titres achetés dans le cadre de conventions de revente	10 908,9	Gouvernement du Canada	25 139,6
Avances	—	Membres de Paiements Canada	250,0
Autres créances	3,8	Autres dépôts	<u>2 583,2</u>
	10 912,7		27 972,8
Placements		Titres vendus dans le cadre de conventions de rachat	—
Bons du Trésor du Canada	27 570,3	Autres éléments de passif.....	<u>747,0</u>
Obligations hypothécaires du Canada	513,7		119 521,2
Obligations du gouvernement du Canada	79 849,3	Capitaux propres	
Autres placements	<u>439,9</u>	Capital-actions	5,0
	108 373,2	Réserve légale et réserve spéciale...	125,0
Immobilisations		Réserve de réévaluation des placements.....	<u>401,8</u>
Immobilisations corporelles.....	597,8		<u>531,8</u>
Actifs incorporels	50,9		
Actif au titre de droits d'utilisation	<u>52,4</u>		
	701,1		
Autres éléments d'actif	44,0		
	<u>120 053,0</u>		<u>120 053,0</u>

Je déclare que l'état ci-dessus est exact, au vu des livres de la Banque.

Ottawa, le 18 septembre 2019

Le chef des finances et comptable en chef
Carmen Vierula

Je déclare que l'état ci-dessus est exact, à ma connaissance, et qu'il montre fidèlement et clairement la situation financière de la Banque, en application de l'article 29 de la *Loi sur la Banque du Canada*.

Ottawa, le 18 septembre 2019

Le gouverneur
Stephen S. Poloz

PARLIAMENT

OFFICE OF THE CHIEF ELECTORAL OFFICER

CANADA ELECTIONS ACT

Determination of number of electors

Notice is hereby given that the above-mentioned notice was published as Extra Vol. 153, No. 7, on Thursday, September 19, 2019.

[39-1-o]

PARLEMENT

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

LOI ÉLECTORALE DU CANADA

Établissement du nombre d'électeurs

Avis est par les présentes donné que l'avis susmentionné a été publié dans l'édition spéciale vol. 153, n° 7, le jeudi 19 septembre 2019.

[39-1-o]

COMMISSIONS**CANADA REVENUE AGENCY****INCOME TAX ACT***Revocation of registration of charities*

The following notice of intention to revoke was sent to each of the charities listed below because they have not met the filing requirements of the *Income Tax Act*:

“Notice is hereby given, pursuant to paragraph 168(1)(c) of the *Income Tax Act*, that I propose to revoke the registration of the charity listed below and that by virtue of subsection 168(2) thereof, the revocation of the registration is effective on the date of publication of this notice in the *Canada Gazette*.”

COMMISSIONS**AGENCE DU REVENU DU CANADA****LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU***Révocation de l'enregistrement d'organismes de bienfaisance*

L'avis d'intention de révocation suivant a été envoyé à chacun des organismes de bienfaisance indiqués ci-après parce qu'ils n'ont pas présenté leur déclaration tel qu'il est requis aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* :

« Avis est donné par les présentes que, conformément à l'alinéa 168(1)c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, j'ai l'intention de révoquer l'enregistrement de l'organisme de bienfaisance mentionné ci-dessous, et qu'en vertu du paragraphe 168(2) de cette loi, la révocation de l'enregistrement entre en vigueur à la date de publication du présent avis dans la *Gazette du Canada*. »

Business Number Numéro d'entreprise	Name/Nom Address/Adresse
107504052RR0001	IMMIGRANT WOMEN'S ASSOCIATION OF MANITOBA (I.W.A.M.), INCORPORATED, WINNIPEG, MAN.
107605800RR0001	LEARNING DISABILITIES ASSOCIATION OF BRITISH COLUMBIA, VICTORIA, B.C.
107951618RR0384	THE SALVATION ARMY DAUPHIN CORPS, DAUPHIN, MAN.
107969966RR0001	SERVICE ESPOIR RECHERCHE (S.E.P.) (SCLÉROSE EN PLAQUES), NICOLET (QC)
108228891RR0001	INCLUSION YUKON SOCIETY, WHITEHORSE, YK
118829134RR0001	CANADIAN ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING ENFIELD & DISTRICT BRANCH, LANTZ, N.S.
118845106RR0001	CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE SEPT-ÎLES INC., SEPT-ÎLES (QC)
119009488RR0001	LAUBACH LITERACY OF CANADA - PRINCE EDWARD ISLAND, BRACKLEY BEACH, P.E.I.
119115467RR0001	RENDEZ-VOUS FAMILIAL POINTE ST-CHARLES INC., HÉROUXVILLE (QC)
119218923RR0001	THE CANADIAN COUNCIL ON SOCIAL DEVELOPMENT-LE CONSEIL CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL, OTTAWA, ONT.
119244986RR0001	THE MENNONITE LITERARY SOCIETY, INC., WINNIPEG, MAN.
127891711RR0001	SERVICES AUX JEUNES ET ADOLESCENTS DE BROME-MISSISQUOI / BROME-MISSISQUOI ADOLESCENTS AND YOUTH SERVICES, COWANSVILLE (QC)
134723972RR0001	DEEP RIVER AND AREA FAMILY ENRICHMENT NETWORK INC., DEEP RIVER, ONT.
140193830RR0001	FIBROMYALGIA SOCIETY OF ONTARIO, MINDEMOYA, ONT.
144017225RR0001	LES ENTREPRISES JEUNESSE DE LA MONTÉRÉGIE, SAINT-HUBERT (QC)
728868498RR0001	COMFORTER SPIRIT OF TRUTH - BULGARIAN EASTERN ORTHODOX CHURCH, MISSISSAUGA, ONT.
759436728RR0001	CHURCH OF THE RISEN SON OF KENORA, KENORA, ONT.
805059581RR0001	CAPITAL CITY KNITS (C.C.K.), BRAMPTON, ONT.
810594770RR0001	SOLIDARITÉ ET ACTIONS DES FEMMES IMMIGRANTES REGROUPÉES, MONTRÉAL (QC)
816646871RR0001	CRAPAUD COMMUNITY HALL LIMITED, CRAPAUD, P.E.I.
824819304RR0001	SAVING GRACE CHRISTIAN RESOURCE CENTRE INC., WINDSOR, ONT.
825242613RR0001	CREATING HOMEFULNESS SOCIETY, SAANICHTON, B.C.
835794918RR0001	THE MOMENTUM CENTRE INC., WINNIPEG, MAN.
836177121RR0001	L'ASSOCIATION DU COMPLEXE PATRIMONIAL DE PRINCE-OUEST INC. / THE WEST PRINCE HERITAGE COMPLEX ASSOCIATION INC., TIGNISH (Î.-P.-É.)
844249870RR0001	ASSOCIATION DES SOURDS DU BAS-ST-LAURENT, RIMOUSKI (QC)
844567875RR0001	CENTRE NATIONAL DES NAUFRAGÉS DU SAINT-LAURENT, BAIE-TRINITÉ (QC)
846235653RR0001	RUPERT'S LAND CAREGIVER SERVICES INC., WINNIPEG, MAN.
854881968RR0001	ALBERTA'S YOUTHVOLUNTEER! SOCIETY, EDMONTON, ALTA.

Business Number Numéro d'entreprise	Name/Nom Address/Adresse
856666144RR0001	RIDGE MEADOWS EDUCATION FOUNDATION, MAPLE RIDGE, B.C.
856666722RR0001	GLENN'S HELPING HAND FOUNDATION INC., ST. JOHN'S, N.L.
866297419RR0001	LA CUISINE COLLECTIVE CROC-ENSEMBLE DES BASQUES, TROIS-PISTOLES (QC)
867904211RR0001	FONDATION DES ENFANTS ORPHELINS DE LA RUE (F.E.O.R.), SHERBROOKE (QC)
869608141RR0001	THE RED ROAD H.I.V./A.I.D.S. NETWORK SOCIETY, NORTH VANCOUVER, B.C.
871897427RR0001	F.A.F.P. FEDERATION OF ABORIGINAL FOSTER PARENTS, VANCOUVER, B.C.
891610883RR0001	FONDATION DE L'HÔPITAL ST-LAMBERT, SAINT-LAMBERT (QC)
891928723RR0001	MAISON COMMUNAUTAIRE DANIEL-JOHNSON, GATINEAU (QC)
893400762RR0001	FONDATION SCOUTE ATLANTIQUE, HAUT SAINT-ANTOINE (N.-B.)
895032613RR0001	INSTITUT NGEEN, PIERREFONDS (QC)

Tony Manconi

Director General
Charities Directorate

[39-1-o]

Le directeur général
Direction des organismes de bienfaisance
Tony Manconi

[39-1-o]

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL

APPEAL

Notice No. HA-2019-016

The Canadian International Trade Tribunal will hold a public hearing to consider the appeal referenced hereunder. This hearing will be held beginning at 9:30 a.m., in the Tribunal's Hearing Room No. 2, 18th Floor, 333 Laurier Avenue West, Ottawa, Ontario. Interested persons planning to attend should contact the Tribunal at 613-993-3595 to obtain further information and to confirm that the hearing will be held as scheduled.

Customs Act

Cool King Refrigeration Ltd. v. President of the Canada Border Services Agency

Date of Hearing	October 29, 2019
Appeal No.	AP-2019-004
Goods in Issue	Various powder mixes

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

APPEL

Avis n° HA-2019-016

Le Tribunal canadien du commerce extérieur tiendra une audience publique afin d'entendre l'appel mentionné ci-dessous. L'audience débutera à 9 h 30 et aura lieu dans la salle d'audience n° 2 du Tribunal, 18^e étage, 333, avenue Laurier Ouest, Ottawa (Ontario). Les personnes intéressées qui ont l'intention d'assister à l'audience doivent s'adresser au Tribunal en composant le 613-993-3595 si elles désirent plus de renseignements ou si elles veulent confirmer la date de l'audience.

Loi sur les douanes

Cool King Refrigeration Ltd. c. Président de l'Agence des services frontaliers du Canada

Date de l'audience	29 octobre 2019
Appel n°	AP-2019-004
Marchandises en cause	Divers mélanges en poudre

Issue	Whether the goods in issue are properly classified under tariff item No. 1901.90.34 as other food preparations of goods of headings 04.01 to 04.04, containing more than 10% but less than 50% on a dry weight basis of milk solids, not put up for retail sale, over access commitment, as determined by the President of the Canada Border Services Agency, or should be classified under tariff item No. 2106.90.98 as jelly powders, ice cream powders and powders for similar preparations, as claimed by Cool King Refrigeration Ltd.
Tariff Items at Issue	Cool King Refrigeration Ltd.—2106.90.98 President of the Canada Border Services Agency—1901.90.34

[39-1-o]

Question en litige	Déterminer si les marchandises en cause sont correctement classées dans le numéro tarifaire 1901.90.34 à titre d'autres préparations alimentaires des marchandises des positions 04.01 à 04.04, contenant plus de 10 % mais moins que 50 % de solides de lait en poids sec, non conditionnées pour la vente au détail, au-dessus de l'engagement d'accès, comme l'a déterminé le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, ou si elles doivent être classées dans le numéro tarifaire 2106.90.98 à titre de gelées en poudre, poudres pour la confection de la crème glacée et de préparations similaires, comme le soutient Cool King Refrigeration Ltd.
Numéros tarifaires en cause	Cool King Refrigeration Ltd. — 2106.90.98 Président de l'Agence des services frontaliers du Canada — 1901.90.34

[39-1-o]

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL

DETERMINATION

Notice is hereby given that, after completing its inquiry, the Canadian International Trade Tribunal made a determination (File No. PR-2019-010) on September 18, 2019, with respect to a complaint filed by the University of Saskatchewan (the University), of Saskatoon, Saskatchewan, pursuant to subsection 30.11(1) of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, R.S.C., 1985, c. 47 (4th Supp.), concerning the Living Laboratories Initiative: Collaborative Program led by the Department of Agriculture and Agri-Food (AAFC). The solicitation was for the co-development, assessment and implementation of innovative solutions to address persistent agri-environmental issues.

The University alleged that the University's application was dismissed by AAFC on unsubstantiated grounds; that the process was not open and transparent and otherwise did not follow the evaluation and assessment deadlines, criteria and process set out by AAFC.

Having examined the evidence presented by the parties and considered the provisions of the applicable trade agreements, the Tribunal determined that the complaint was not valid.

Further information may be obtained from the Registrar, Canadian International Trade Tribunal Secretariat, 333 Laurier Avenue West, 15th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0G7, 613-993-3595 (telephone), citt-tcce@tribunal.gc.ca (email).

Ottawa, September 18, 2019

[39-1-o]

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

DÉCISION

Avis est donné par la présente que le Tribunal canadien du commerce extérieur, à la suite de son enquête, a rendu une décision (dossier n° PR-2019-010) le 18 septembre 2019 concernant une plainte déposée par l'Université de la Saskatchewan (l'Université), de Saskatoon (Saskatchewan), aux termes du paragraphe 30.11(1) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, L.R.C. (1985), ch. 47 (4^e suppl.), au sujet de l'« Initiative des laboratoires vivants : Programme de collaboration » menée par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (AAC). L'invitation portait sur l'élaboration, l'évaluation et la mise en œuvre de solutions innovatrices aux problèmes agroenvironnementaux persistants.

L'Université alléguait que sa demande a été rejetée par l'AAC pour des raisons non fondées, que le processus n'était pas ouvert et transparent et que, par ailleurs, les délais, les critères et le processus énoncés par l'AAC pour l'évaluation n'ont pas été respectés.

Après avoir examiné les éléments de preuve présentés par les parties et tenu compte des dispositions des accords commerciaux applicables, le Tribunal a jugé que la plainte n'était pas fondée.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Greffier, Secrétariat du Tribunal canadien du commerce extérieur, 333, avenue Laurier Ouest, 15^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0G7, 613-993-3595 (téléphone), tcce-citt@tribunal.gc.ca (courriel).

Ottawa, le 18 septembre 2019

[39-1-o]

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

The Commission posts on its website the decisions, notices of consultation and regulatory policies that it publishes, as well as information bulletins and orders. On April 1, 2011, the *Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Rules of Practice and Procedure* came into force. As indicated in Part 1 of these Rules, some broadcasting applications are posted directly on the [Commission's website](#), under "[Part 1 Applications](#)."

To be up to date on all ongoing proceedings, it is important to regularly consult "[Today's Releases](#)" on the Commission's website, which includes daily updates to notices of consultation that have been published and ongoing proceedings, as well as a link to Part 1 applications.

The following documents are abridged versions of the Commission's original documents. The original documents contain a more detailed outline of the applications, including the locations and addresses where the complete files for the proceeding may be examined. These documents are posted on the Commission's website and may also be examined at the Commission's offices and public examination rooms. Furthermore, all documents relating to a proceeding, including the notices and applications, are posted on the Commission's website under "[Public Proceedings](#)."

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

ADMINISTRATIVE DECISIONS

Applicant's name / Nom du demandeur	Undertaking / Entreprise	City / Ville	Province	Date of decision / Date de la décision
1811258 Alberta Ltd.	CHAH	Edmonton	Alberta	September 13, 2019 / 13 septembre 2019
Bell Media Inc.	CJCB-TV	Sydney	Nova Scotia / Nouvelle-Écosse	September 9, 2019 / 9 septembre 2019

NOTICES OF CONSULTATION

Notice number / Numéro de l'avis	Publication date of the notice / Date de publication de l'avis	City / Ville	Province	Deadline for filing of interventions, comments or replies OR hearing date / Date limite pour le dépôt des interventions, des observations ou des réponses OU date de l'audience
2019-321	September 13, 2019 / 13 septembre 2019	Gatineau	Quebec / Québec	October 15, 2019 / 15 octobre 2019

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Le Conseil affiche sur son site Web les décisions, les avis de consultation et les politiques réglementaires qu'il publie ainsi que les bulletins d'information et les ordonnances. Le 1^{er} avril 2011, les *Règles de pratique et de procédure du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes* sont entrées en vigueur. Tel qu'il est prévu dans la partie 1 de ces règles, certaines demandes de radiodiffusion seront affichées directement sur le [site Web du Conseil](#) sous la rubrique « [Demandes de la Partie 1](#) ».

Pour être à jour sur toutes les instances en cours, il est important de consulter régulièrement la rubrique « [Nouvelles du jour](#) » du site Web du Conseil, qui comporte une mise à jour quotidienne des avis de consultation publiés et des instances en cours, ainsi qu'un lien aux demandes de la partie 1.

Les documents qui suivent sont des versions abrégées des documents originaux du Conseil. Les documents originaux contiennent une description plus détaillée de chacune des demandes, y compris les lieux et les adresses où l'on peut consulter les dossiers complets de l'instance. Ces documents sont affichés sur le site Web du Conseil et peuvent également être consultés aux bureaux et aux salles d'examen public du Conseil. Par ailleurs, tous les documents qui se rapportent à une instance, y compris les avis et les demandes, sont affichés sur le site Web du Conseil sous « [Instances publiques](#) ».

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

DÉCISIONS ADMINISTRATIVES

AVIS DE CONSULTATION

DECISIONS

DÉCISIONS

Decision number / Numéro de la décision	Publication date / Date de publication	Applicant's name / Nom du demandeur	Undertaking / Entreprise	City / Ville	Province
2019-324	September 18, 2019 / 18 septembre 2019	Canadian Broadcasting Corporation / Société Radio-Canada	CBUM-FM	Nakusp	British Columbia / Colombie-Britannique

[39-1-o]

[39-1-o]

NAFTA SECRETARIAT

SECRÉTARIAT DE L'ALÉNA

DECISION

DÉCISION

*Softwood lumber products from Canada**Produits de bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*

Notice is hereby given, pursuant to rule 70 of the *NAFTA Article 1904 Panel Rules*, that the binational panel established to review the Final Injury Determination made by the United States International Trade Commission, respecting "Softwood Lumber Products from Canada," issued its Interim Decision and Order on September 4, 2019 (Secretariat File No. USA-CDA-2018-1904-03).

Avis est donné par les présentes, conformément au paragraphe 70 des *Règles des groupes spéciaux (article 1904 — ALÉNA)*, que le groupe spécial binational chargé de réviser la décision définitive en matière de préjudice rendue par la United States International Trade Commission, au sujet des « Produits de bois d'œuvre résineux en provenance du Canada », a rendu sa décision provisoire et ordonnance le 4 septembre 2019 (dossier du Secrétariat n° USA-CDA-2018-1904-03).

In the September 4, 2019, Interim Decision and Order, the binational panel affirmed in part and remanded in part the investigating authority's Final Injury Determination.

Dans la décision provisoire et l'ordonnance du 4 septembre 2019, le groupe spécial binational a confirmé en partie et renvoyé en partie la décision définitive en matière de préjudice rendue par l'autorité chargée de l'enquête.

The binational panel instructed the investigating authority to provide its redetermination on remand within 90 days from the issuance of its Interim Decision and Order.

Le groupe spécial binational a demandé à l'autorité chargée de l'enquête de lui communiquer sa décision consécutive au renvoi dans les 90 jours suivant la date d'émission de sa décision provisoire et ordonnance.

The public version of the Interim Decision and Order is available on the [NAFTA Secretariat website](#) under "Decisions and Reports" of the "Dispute Settlement" section.

La version publique de la décision provisoire et de l'ordonnance est disponible sur le [site Web du Secrétariat de l'ALÉNA](#) sous la rubrique « Décisions et rapports » de la section « Règlement des différends ».

EXPLANATORY NOTE

NOTE EXPLICATIVE

Chapter 19 of the North American Free Trade Agreement establishes a procedure for replacing domestic judicial review of determinations in antidumping and countervailing duty cases involving imports from a NAFTA country with review by binational panels.

Le chapitre 19 de l'Accord de libre-échange nord-américain substitue à l'examen judiciaire national des décisions rendues en matière de droits antidumping et compensateurs touchant les produits importés du territoire d'un pays de l'ALÉNA, une procédure de révision par des groupes spéciaux binationaux.

These panels are established, when a Request for Panel Review is received by the NAFTA Secretariat, to act in place of national courts to review final determinations expeditiously to determine whether they are in accordance with the antidumping or countervailing duty law of the country that made the determination.

De tels groupes spéciaux sont formés lorsqu'une demande de révision par un groupe spécial est reçue au Secrétariat de l'ALÉNA. Ils tiennent lieu d'un tribunal national et examinent, dans les meilleurs délais, la décision définitive afin de déterminer si elle est conforme à la législation sur les droits antidumping ou compensateurs du pays où elle a été rendue.

Under Article 1904 of the North American Free Trade Agreement, which came into force on January 1, 1994, the Government of Canada, the Government of the United States and the Government of Mexico established the *Rules of Procedure for Article 1904 Binational Panel Reviews*. These Rules were published in the *Canada Gazette*, Part I, on January 1, 1994, and as amended, on March 29, 2008.

Requests for information concerning the present notice, or concerning the *NAFTA Article 1904 Panel Rules*, should be addressed to the Canadian Secretary, NAFTA Secretariat, Canadian Section (TCT), North American Free Trade Agreement, 111 Sussex Drive, 5th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0G2, 343-203-4269.

André François Giroux
Canadian Secretary

[39-1-o]

PUBLIC SERVICE COMMISSION

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

Permission and leave granted (Garneau, Vincent)

The Public Service Commission of Canada, pursuant to section 116 of the *Public Service Employment Act*, hereby gives notice that it has granted permission, pursuant to subsection 114(4) of the said Act, to Vincent Garneau, Foreign Service Officer, Global Affairs Canada, to seek nomination as a candidate, before and during the election period, in the federal election for the electoral district of Jonquière, Quebec. The date of the election is October 21, 2019.

The Public Service Commission of Canada, pursuant to subsection 114(5) of the said Act, has also granted a leave of absence without pay during the election period, effective at close of business on September 18, 2019.

September 18, 2019

Patrick Borbey
President

Fiona Spencer
Commissioner

D. G. J. Tucker
Commissioner

[39-1-o]

Conformément à l'article 1904 de l'Accord de libre-échange nord-américain entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994, le gouvernement du Canada, le gouvernement des États-Unis et le gouvernement du Mexique ont établi les *Règles de procédure des groupes spéciaux binationaux formés en vertu de l'article 1904*. Ces règles ont été publiées dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 1^{er} janvier 1994 et, en leur version modifiée, le 29 mars 2008.

Toutes les demandes de renseignements concernant le présent avis, ou concernant les *Règles des groupes spéciaux (article 1904 – ALÉNA)*, doivent être adressées au Secrétaire canadien, Secrétariat de l'ALÉNA, Section canadienne (TCT), Accord de libre-échange nord-américain, 111, promenade Sussex, 5^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0G2, 343-203-4269.

Le secrétaire canadien
André François Giroux

[39-1-o]

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Permission et congé accordés (Garneau, Vincent)

La Commission de la fonction publique du Canada, en vertu de l'article 116 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, donne avis par la présente qu'elle a accordé à Vincent Garneau, agent du Service extérieur, Affaires mondiales Canada, la permission, aux termes du paragraphe 114(4) de ladite loi, de tenter d'être choisi comme candidat, avant et pendant la période électorale, dans la circonscription de Jonquière (Québec). La date de l'élection est le 21 octobre 2019.

En vertu du paragraphe 114(5) de ladite loi, la Commission de la fonction publique du Canada lui a aussi accordé, pour la période électorale, un congé sans solde pour être candidat à cette élection. Ce congé a pris effet à la fermeture des bureaux le 18 septembre 2019.

Le 18 septembre 2019

Le président
Patrick Borbey

La commissaire
Fiona Spencer

Le commissaire
D. G. J. Tucker

[39-1-o]

PUBLIC SERVICE COMMISSION**PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT***Permission and leave granted (Lauzier, Marie Claude)*

The Public Service Commission of Canada, pursuant to section 116 of the *Public Service Employment Act*, hereby gives notice that it has granted permission, pursuant to subsection 114(4) of the said Act, to Marie Claude Lauzier, Acting Regional Screener, Canada Revenue Agency, to seek nomination as a candidate, before and during the election period, and to be a candidate, before the election period, in the federal election for the electoral district of Mégantic–L'Érable, Quebec. The date of the election is October 21, 2019.

The Public Service Commission of Canada, pursuant to subsection 114(5) of the said Act, has also granted a leave of absence without pay during the election period, effective the first day the employee is a candidate during the election period.

September 11, 2019

D. G. J. Tucker

Commissioner

[39-1-o]

PUBLIC SERVICE COMMISSION**PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT***Permission granted (Tourangeau, Karen Joan)*

The Public Service Commission of Canada, pursuant to section 116 of the *Public Service Employment Act*, hereby gives notice that it has granted permission, pursuant to subsection 115(2) of the said Act, to Karen Joan Tourangeau, Detachment Services Assistant, Royal Canadian Mounted Police, to seek nomination as, and be, a candidate, before and during the election period, for the position of Councillor for the Town of Kamsack, Saskatchewan, in a municipal by-election to be held on September 25, 2019.

August 21, 2019

Catherine Gendron

Acting Director General
Staffing Support, Priorities and Political Activities
Directorate

[39-1-o]

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE**LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE***Permission et congé accordés (Lauzier, Marie Claude)*

La Commission de la fonction publique du Canada, en vertu de l'article 116 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, donne avis par la présente qu'elle a accordé à Marie Claude Lauzier, sélectionneure régionale par intérim, Agence du revenu du Canada, la permission, aux termes du paragraphe 114(4) de ladite loi, de tenter d'être choisie comme candidate, avant et pendant la période électorale, et de se porter candidate, avant la période électorale, à l'élection fédérale dans la circonscription de Mégantic–L'Érable (Québec). La date de l'élection est le 21 octobre 2019.

En vertu du paragraphe 114(5) de ladite loi, la Commission de la fonction publique du Canada lui a aussi accordé, pour la période électorale, un congé sans solde prenant effet le premier jour de la période électorale où la fonctionnaire est candidate.

Le 11 septembre 2019

Le commissaire

D. G. J. Tucker

[39-1-o]

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE**LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE***Permission accordée (Tourangeau, Karen Joan)*

La Commission de la fonction publique du Canada, en vertu de l'article 116 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, donne avis par la présente qu'elle a accordé à Karen Joan Tourangeau, adjointe aux services de détachement, Gendarmerie royale du Canada, la permission, aux termes du paragraphe 115(2) de ladite loi, de tenter d'être choisie comme candidate et de se porter candidate, avant et pendant la période électorale, au poste de conseillère de la Ville de Kamsack (Saskatchewan), à l'élection municipale partielle prévue pour le 25 septembre 2019.

Le 21 août 2019

La directrice générale intérimaire
Direction du soutien en dotation, des priorités et des
activités politiques

Catherine Gendron

[39-1-o]

MISCELLANEOUS NOTICES**THE NORDIC INSURANCE COMPANY OF CANADA****ASSUMPTION REINSURANCE AGREEMENT**

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of subsection 254(2.01) of the *Insurance Companies Act* (Canada), that The Nordic Insurance Company of Canada (“Nordic”) intends to make an application to the Office of the Superintendent of Financial Institutions on or after November 1, 2019, for approval to cause itself to be reinsured, on an assumption basis, by Intact Insurance Company, against risks related to its insurance policy claims related to policies that were written by Nordic either (i) in commercial lines of business; or (ii) in personal lines of business and purchased by the policyholder through a broker rather than directly from an insurer. For greater certainty, the claims also exclude any insurance policy claims related to product warranty policies written by Nordic or unpaid claims in the Facility Association Residual Market and/or Risk Sharing Pool.

A copy of the proposed assumption reinsurance agreement will be available for inspection by the policyholders of Nordic at the head office of Nordic located at 700 University Avenue, Suite 1500A, Toronto, Ontario M5G 0A1, during regular business hours for a period of 30 days following publication of this notice.

A copy of the proposed assumption reinsurance agreement will be provided to a policyholder upon written request. All written requests must contain the policyholder’s name, policy number, and the full mailing address of the location to where the copy of the proposed assumption reinsurance agreement is to be sent. All written requests should be sent to the following address:

Attn.: Frédéric Cotnoir
700 University Avenue, Suite 1500A
Toronto, Ontario
M5G 0A1

Toronto, September 20, 2019

Frédéric Cotnoir
Secretary

AVIS DIVERS**LA NORDIQUE COMPAGNIE D’ASSURANCE DU CANADA****CONVENTION DE RÉASSURANCE AUX FINS DE PRISE EN CHARGE**

Avis est donné par les présentes, conformément au paragraphe 254(2.01) de la *Loi sur les sociétés d’assurances* (Canada), que La Nordique compagnie d’assurance du Canada (« Nordique ») a l’intention de demander au Bureau du surintendant des institutions financières, au plus tôt le 1^{er} novembre 2019, d’approuver sa réassurance, aux fins de prise en charge, auprès d’Intact Compagnie d’assurance, contre les risques liés aux réclamations acceptées aux termes de (i) ses polices en assurance des particuliers qui ont été acquises par les titulaires de police par l’entremise d’un courtier d’assurance et non directement d’un assureur. Pour plus de certitude, ces réclamations faisant l’objet de ladite réassurance excluent les réclamations d’assurance liées aux polices de garantie prolongée sur des produits émises par Nordique et les réclamations non payées du fond commun de partage du risque et marché secondaire de la Facility Association.

Une copie de la convention de réassurance aux fins de prise en charge proposée pourra être consultée pendant les heures normales de bureau par les titulaires de police de Nordique au siège social de Nordique situé au 700, avenue University, bureau 1500A, Toronto (Ontario) M5G 0A1, pour une période de 30 jours suivant la publication du présent avis.

Une copie de la convention de réassurance aux fins de prise en charge proposée sera envoyée à tout titulaire de police qui en fait la demande par écrit. Une telle demande devra contenir le nom du ou de la titulaire de police, le numéro de la police et l’adresse postale à laquelle la copie de la convention de réassurance aux fins de prise en charge proposée pourra être acheminée. Toute demande devra être acheminée à l’adresse suivante :

À l’attention de Frédéric Cotnoir
700, avenue University, bureau 1500A
Toronto (Ontario)
M5G 0A1

Toronto, le 20 septembre 2019

Le secrétaire
Frédéric Cotnoir

INDEX**COMMISSIONS****Canada Revenue Agency**

Income Tax Act Revocation of registration of charities	4086
---	------

Canadian International Trade Tribunal

Appeal Notice No. HA-2019-016.....	4087
Determination	4088

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Administrative decisions.....	4089
Decisions	4090
* Notice to interested parties.....	4089
Notices of consultation	4089

NAFTA Secretariat

Decision Softwood lumber products from Canada	4090
--	------

Public Service Commission

Public Service Employment Act Permission and leave granted (Garneau, Vincent).....	4091
Permission and leave granted (Lauzier, Marie Claude)	4092
Permission granted (Tourangeau, Karen Joan)	4092

GOVERNMENT NOTICES**Bank of Canada**

Statement Statement of financial position as at August 31, 2019	4083
---	------

GOVERNMENT NOTICES — Continued**Health, Dept. of**

Hazardous Materials Information Review Act Decisions, undertakings and orders on claims for exemption.....	4059
Filing of claims for exemption	4075

Industry, Dept. of

Appointments.....	4078
-------------------	------

**Superintendent of Financial Institutions,
Office of the**

Assessment of Pension Plans Regulations Basic rate	4082
---	------

Transport, Dept. of

Canada Marine Act Montreal Port Authority — Supplementary letters patent	4078
Vancouver Fraser Port Authority — Supplementary letters patent	4081

MISCELLANEOUS NOTICES

Nordic Insurance Company of Canada (The) Assumption reinsurance agreement.....	4093
---	------

PARLIAMENT**Chief Electoral Officer, Office of the**

Canada Elections Act Determination of number of electors	4085
---	------

* This notice was previously published.

INDEX**AVIS DIVERS**

Nordique compagnie d'assurance du Canada (La) Convention de réassurance aux fins de prise en charge	4093
--	------

AVIS DU GOUVERNEMENT**Banque du Canada**

Bilan État de la situation financière au 31 août 2019	4084
--	------

Industrie, min. de l'

Nominations	4078
-------------------	------

Santé, min. de la

Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses Décisions, engagements et ordres rendus relativement aux demandes de dérogation	4059
Dépôt des demandes de dérogation	4075

Surintendant des institutions financières, Bureau du

Règlement sur les cotisations des régimes de pension Taux de base	4082
--	------

Transports, min. des

Loi maritime du Canada Administration portuaire de Montréal — Lettres patentes supplémentaires	4078
Administration portuaire Vancouver Fraser — Lettres patentes supplémentaires	4081

COMMISSIONS**Agence du revenu du Canada**

Loi de l'impôt sur le revenu Révocation de l'enregistrement d'organismes de bienfaisance	4086
---	------

Commission de la fonction publique

Loi sur l'emploi dans la fonction publique Permission accordée (Tourangeau, Karen Joan)	4092
Permission et congé accordés (Garneau, Vincent)	4091
Permission et congé accordés (Lauzier, Marie Claude)	4092

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

* Avis aux intéressés	4089
Avis de consultation	4089
Décisions	4090
Décisions administratives	4089

Secrétariat de l'ALÉNA

Décision Produits de bois d'œuvre résineux en provenance du Canada	4090
---	------

Tribunal canadien du commerce extérieur

Appel Avis n° HA-2019-016	4087
Décision	4088

PARLEMENT**Directeur général des élections, Bureau du**

Loi électorale du Canada Établissement du nombre d'électeurs	4085
---	------